

n° 376 Mars-Avril 2025

imag

Le magazine de l'interculturel

DANS NOTRE KIT DE SURVIE :

De la justice sociale et de la prévention
pour pacifier des quartiers précarisés ▪
De la transmission intergénérationnelle
à gogo ▪ De la solidarité avec des
femmes sans-chez-soi en précarité
menstruelle ▪ Et une foulditude de
projets transformateurs dont MB2030



Dédicace

À Géopolis

Centre de photojournalisme

Géopolis est un espace dédié à la rencontre entre journalistes et citoyens,
à l'éducation aux médias, et à la formation à la radio.
Un lieu porteur de valeurs basées sur l'échange et l'écoute.
Un lieu de résistance aussi, face à la montée de l'intolérance
et d'extrémismes violents.

Poussez-la porte !
62 place du Jeu de balle, 1000 Bruxelles.





Directeur
du CBAI

Alexandre **ANSAY**

La tentation du pire

Que valent, encore, nos libertés fondamentales, celles que les Etats de droit ont édifiées au fil des siècles pour donner aux sociétés démocratiques des fondements qui permettent à tout citoyen et citoyenne, membre d'une communauté politique, d'envisager, pour elle et ses descendants, une vie de paix et de dignité ?

Depuis l'accession aux plus hautes fonctions du pouvoir, par des forces politiques que l'on qualifiera, selon les cas, de droite dure, de droite autoritaire, d'extrême droite, de néofascistes ou néo-réactionnaires, cette question n'a jamais résonné avec autant de fureur inquiète. « Democracy is done » disent certains, quand d'autres conviennent, non sans un certain fatalisme, qu'il est désormais nécessaire de « se préparer à l'Empire ».

Et dans nos contrées ?

Sous le coup de déclarations qui rivalisent d'ambiguïtés, entretenues par un art savant du sophisme, où l'outrance caresse la tentation du pire, les frontières qui séparaient l'abject de l'exercice démocratique du doute raisonnable s'estompent. Des visions auxquelles sont attachés des discours et des pratiques de gouvernance espèrent nous convaincre que c'est en affaiblissant les plus faibles que nous irons vers du mieux, de la rigueur, de l'efficacité.

On ne protège pas le niveau de vie et le bien-être de certains en créant les conditions qui aggravent l'insécurité d'existence des autres. C'est un mauvais calcul. Quand la liberté s'enlève dans l'illusion d'une forteresse imprenable, elle est condamnée à mourir, flétrie comme une œuvre désenchantée. ■

SOMMAIRE



Edito

Alexandre Ansay 3

Panoramique

Associations de bienfaiteurs 6

Dans les territoires de l'insécurité. Construire une espérance collective 8

Entretien avec Olivier Bonny

La double amorce 13

Hélène Eggen et Sébastien Hertsens

Ce levier qu'est l'imaginaire 18

Entretien avec Savannah Desmedt et Adèle Jacot

La «J» en première ligne 21

Leo Wagemans

Brussels Underground 24

Kenan Görgün



Recherche

Les réformes du Parcours d'accueil. Quelles logiques et quels impacts ? 27

Simon Debersaques et Blanca Perez

Focus

Du Petit Manchester à MB2030 32

Julie Bertone, Marion Berzin, Ian Komac, Linde Moriau et Fatima Zibouh

Info dessinée

Chaque trousse distribuée est un acte politique 37

Dessin : Ninon Mazeaud. Texte : Nathalie Caprioli

À voix haute

Equilibristes de l'intime 40

Manuela Varrasso

Texte sur photo

Interdire, contredire, de Carmelo Virone 46

Photo de Massimo Bortolini



Associations de bienfaiteurs

La voix de la travailleuse sociale de Molenbeek percute :
«Des trafiquants de drogue nous ont empêchés d'occuper le parc en créant un climat d'insécurité pour les enfants et les mamans. Mais on essaie de s'imposer. Avec plusieurs asbl, nous préparons une méga fête des voisins. On est là ! »

Oui, le secteur associatif de la cohésion sociale est là, dans les quartiers précaires où sévissent les violences – celle des règlements de compte entre narco trafiquants, mais aussi les violences économiques et sociales. Les associations ont jeté l'ancre dans ces quartiers, malgré la peur et les risques avérés, malgré aussi le manque de considération de politiques qui doutent brutalement de leur rôle et de leur impact, pendant que les travailleurs sociaux continuent d'occuper le terrain, à bout de force et de moyens, en se demandant comment mettre en place des projets communautaires sous-financés.

Sur ces territoires qu'ils connaissent par cœur, ils entrent en dialogue, concertent, réparent, pacifient, identifient les menaces, tentent d'agir sur leurs causes. Et comme ils n'ont pas de réponses toutes faites, ils cherchent, tâtonnent, prennent le temps pour remobiliser des jeunes (et moins jeunes), les écouter sans les juger, les responsabiliser à coups de projets, de créativité, de collaborations. De confiance aussi.

Ce travail collectif d'entraide se joue trop souvent en dehors des projecteurs, dans les angles morts des gens emportés dans un quotidien tellement stressant qu'il devient inconfortable de saisir que l'urgence est ailleurs. Alors, faisons une pause, le temps de découvrir quelques projets transformateurs menés par des habitants, des parents, des jeunes, des artistes, toutes et tous impliqués dans leur quartier. « Parce que je veux des jours heureux ! », lance un animateur de rue. Rien que ça.

Dans les territoires de l'insécurité

Construire une espérance COLLECTIVE

© Olivier Bonny



Performance interactive animée par Fred Chemama, artiste multimedia, avec un groupe de l'École de cirque de Molenbeek.

Depuis une vingtaine d'années en Région bruxelloise, on parle de société d'insécurité. Celle-ci résulte de divers processus dont certains touchent au fonctionnement de l'Etat social qui ne parvient pas à empêcher la précarisation, la désaffiliation, le délitement du « nous »¹. Quels sont les réflexions, analyses et diagnostic social du secteur associatif de la Cohésion sociale face à ces crises systémiques qui affectent tant les services sociaux, les asbl, leurs publics et les habitants ? Le point de vue d'Olivier Bonny, coordinateur du programme de Cohésion sociale à Molenbeek depuis 11 ans, initiateur de la matinée associative du 17 avril 2025 « Deal de rue et consommation : échanger, comprendre et agir ensemble ».

Face au trafic de drogues, aux violences et à l'insécurité, le secteur associatif des quartiers les plus touchés est en demande de mieux comprendre les causes. D'où l'organisation d'une matinée d'échange le 17 avril. Pour travailler quelles questions ?

Olivier Bonny : Lors d'une réunion de concertation en cohésion sociale l'année passée, des associations ont fait état des effets de la vente et de la consommation de drogue sur leurs publics et leurs projets.

Jusqu'il y a peu, la vie ici a toujours suivi son cours car la plupart des habitants font preuve d'une certaine tolérance envers la marge. C'est courant dans les quartiers populaires où une partie de la population vit dans la précarité ; non pas que les habitants apprécient le trafic de drogue, mais ils le tolèrent, ils sont obligés de faire avec. Dans l'espace public, le deal n'est pas nouveau, mais il s'est fortement amplifié. Au cœur du centre historique de Molenbeek, des gens apprennent à fumer ou à s'injecter de la drogue dans une multiplicité de lieux. La consommation s'est ainsi élargie devant, autour et dans des stations de métro – ce qui fait peur aux passants et aux habitants.

Suite à ces premiers retours d'associations, j'ai organisé une réunion pour débattre de ces questions : êtes-vous concernés par la présence du deal ou de la consommation dans vos publics ? Quel est l'impact sur votre travail ? Comment pouvez-vous fonctionner dans ce contexte ? A quelles amorces de réponses pourrions-nous réfléchir ?

Ce fut l'occasion pour des professionnels de détailler leur vécu quand ils sont confrontés à des personnes qui dealent devant leur porte d'entrée, qui cachent leur stock dans le parechoc d'une voiture ou dans la boîte aux lettres. Ils essayent de gérer tant bien que mal cette cohabitation

forcée. Les associations sont inquiètes, par exemple quand elles sont amenées à se déplacer avec un groupe de jeunes ou d'enfants, ou lorsqu'il faut raccompagner les filles dans le métro en début de soirée, là où on peut croiser des consommateurs de drogue dans les escaliers. Les associations prennent donc des précautions. Par ailleurs, certaines ont du mal à recruter des formateurs ou des volontaires car ils n'osent plus franchir le canal à cause notamment du trafic de drogue, de la peur des attentats et du radicalisme violent.

J'ai lu le témoignage de mes pairs de plusieurs autres communes, concernés et impactés concrètement. On réalise que le trafic se concentre dans le croissant pauvre de la Région bruxelloise. Les explosions de violence et règlements de compte s'opèrent dans ces mêmes quartiers. Ce qui ne veut pas dire que les consommateurs ne viennent que de ces quartiers ; les clients se déplacent vers le croissant pauvre pour se fournir. Des séquences de violence à Molenbeek, dans le bas de Saint-Gilles, à Forest, à Saint-Josse ou à Schaerbeek sont médiatisées. Ce sont des luttes de territoire de trafiquants qui sévissent et sont organisés à échelle internationale. La police ne cache pas qu'elle est dépassée, partout en Belgique. Notre travail de cohésion sociale n'est ni de faire de la prévention *stricto sensu*, ni d'occuper l'espace public en prenant des risques avec les dealers. Néanmoins, les associations ont besoin de ces espaces pour qu'existe un minimum de vie sociale.

Après plusieurs échanges, a ainsi émergé l'idée d'organiser une matinée associative avec des asbl spécialisées dans différents aspects de la consommation de drogue. En lien, également, avec les coordinations des autres programmes de Cohésion sociale, notamment la coordinatrice d'Anderlecht.

Plus précisément, de quelle insécurité parlent les asbl en cohésion sociale ?

Olivier Bonny : L'insécurité existe à plusieurs niveaux. Il y a d'abord le deal au quotidien qui cohabite avec les habitants et des associations. Puis, on subit des périodes d'interactions plus négatives, avec la présence de personnes sous emprise qui peuvent déranger des habitants, des gens de passage, ou des associations en pleine activité dans l'espace public. Et enfin, on observe les périodes d'explosion de violence qui surgissent le soir ou la nuit, mais pas toujours. On a vu un règlement de compte en journée où un dealer attaqué a essayé de se réfugier dans une association. Forcément, ça devient risqué.

La peur existe. Les publics des associations, qu'ils soient apprenants ou parents, expriment leurs angoisses, en particulier pour l'avenir de leurs enfants vu que le recrutement dans le trafic de drogue se fait via les réseaux sociaux ou en exerçant des pressions sur des jeunes pour qu'ils s'impliquent. Malgré ce contexte, des asbl – grâce à leur mission, à leur méthodologie, à leur historique dans le quartier – continuent de mener leurs activités, en prenant les précautions nécessaires.

Donc, en général, on parle plus de l'insécurité visible qui fait effraction dans l'espace public et les médias. Les règlements de compte sont impressionnants. Il faut pouvoir les prendre en compte, en sachant toutefois qu'ils ne représentent pas le quotidien.

En revanche, il est une insécurité silencieuse qui met une bonne partie de la population dans un stress pour le lendemain. Nous vivons un ébranlement systémique où se succèdent les crises sanitaire, énergétique, économique, de fracture numérique. Pendant la pandémie, de nombreuses asbl ont dû assurer le «secrétariat» de la commune qui fixait des rendez-vous uniquement en ligne. Dépourvus d'outils numériques et/ou des compétences, des usagers se sont tournés vers les associations dont ce n'était pas le rôle au départ. Mais elles n'ont pas eu le choix car, lorsque le CPAS ou telle administration est injoignable, les personnes ne reçoivent pas leurs allocations ou une bourse. La crise systémique,

ça veut dire aussi que les institutions comme les associations sont en difficulté, avec du personnel en souffrance.

A cela s'ajoute le trafic de drogue passé à échelle internationale. Ce tout contribue à fragiliser l'avenir des populations. Décrochage scolaire et décrochage social font partie du quotidien. Sans compter la paralysie politique en Région Bruxelles-Capitale qui commence à affecter le travail de beaucoup d'asbl. On ne sait pas où l'on va et les informations qui nous reviennent ne poussent pas à l'optimisme. Ce qui a aussi un impact en termes de santé mentale sur la population. Quand on met tous ces facteurs bout à bout, le sécuritaire résonne d'une tout autre façon que ce qu'on lit dans la presse.

Dans la préparation de la matinée associative, quelles questions et quels nœuds les professionnels ont-ils souhaité traiter ?

Olivier Bonny : Les retours énoncés à plusieurs reprises concernent les inquiétudes des parents : la peur que leurs enfants soient confrontés au trafic, comme consommateurs ou dealers. L'activité rapporte de l'argent facile, qui permet chez certains de garnir le frigo – ce qui n'est pas à dédaigner en temps de crise.

Sans nous enfermer dans une approche normative ou moralisatrice, nous voudrions interroger avec recul l'imaginaire forgé autour des mafieux et des trafiquants pour comprendre pourquoi des jeunes de nos quartiers éprouvent une certaine fascination. Cet imaginaire est valorisé sur Tiktok ou dans des films comme *Le Parrain* ou *Scarface* qui font partie du patrimoine culturel. Quel usage numérique les jeunes ont-ils de ces figures ? On observe que la frontière entre l'imaginaire et la fascination peut être assez mince. Comme ces sujets sortent pour partie du champ de compétence des asbl de la cohésion sociale, nous ferons appel à des professionnels spécialisés, par exemple dans l'éducation aux médias et l'accompagnement des assuétudes.

Les questions sont complexes : comment répondre aux parents angoissés ? Vers quelles structures peut-on les orienter ? Les



© Alive Architecture

asbl sont démunies. Il y a un problème d'accès à l'information, alors que le secteur qui accompagne les toxicomanes est très diversifié.

Après les échanges en ateliers, nous pointerons les priorités pour une suite sous forme d'outils à proposer aux équipes. Notre secteur de la cohésion sociale souhaiterait aussi rédiger une interpellation politique et institutionnelle, afin de faire ressortir les problématiques. Nous voudrions interpeller au moins Safe Brussels, l'institution régionale en charge de la politique de sécurité, occupée à concevoir un nouveau plan de sécurité. Nous voudrions aussi avoir la police comme interlocuteur.

Comment travailler toutes ces questions sans courir le risque de stigmatiser certains groupes ?

Olivier Bonny : Des associations sont parfois confrontées au fait qu'une partie de leur public consomme et/ou vend de la drogue. Loin de les stigmatiser, les asbl intègrent ou développent des aptitudes pour éviter que ces jeunes ne s'en aillent et qu'un problème en entraîne ainsi un autre. Le fait de consommer de la drogue peut être l'expression de fragilités, d'où le souci de garder un lien avec ces jeunes en essayant de les impliquer dans nos activités.

C'est vrai que le risque existe d'une accumulation de fragilités et de situations de vulnérabilité sociale qui conduisent à des comportements marginaux et déviants. Mais les asbl apprennent à fonctionner avec et malgré ça, en tenant compte de la multiplicité des situations.

Je n'ai pas eu de retours de stigmatisation par rapport aux origines des dealers qui sont recrutés dans certaines communautés ou parmi les plus fragiles. En général, ce sont des personnes sans-papier exploitées qui ne viennent pas du quartier et vis-à-vis desquelles les asbl n'ont aucune prise. Ce qui n'est pas le cas dans le contexte de petits trafics de cannabis où les travailleurs sociaux et les animateurs peuvent discuter avec les dealers parce qu'ils les connaissent. Les autres dealers sont passés à une dimension plus dangereuse ; les armes peuvent sortir.

Comment évaluez-vous les réponses de l'autorité publique ?

Olivier Bonny : Le politique veut plus de bleus dans les rues. Oui... mais pour quoi faire ? Pour qui ? Les policiers sont de toute façon absents, sauf aux hot spots. Quant à une police de proximité : d'accord, si elle travaille au service de la population et non pour faire du contrôle au faciès ou se focaliser sur des mini délits.

La répression de la consommation, soit-disant pour assécher le terreau des dealers, n'est pas souhaitable à mon sens car elle marginalisera davantage de personnes et gonflera le nombre de personnes incarcérées, dans des prisons déjà saturées. Je ne vois pas ce que la société aura à y gagner. Retirer les gens dérangeants de l'espace public, c'est juste déplacer le problème.

Le recours plus intensif aux technologies comme la reconnaissance faciale n'est pas convainquant non plus. Quand on observe les politiques sécuritaires depuis 25 ans, chaque fois que de nouvelles technologies ont été installées, le bilan est demeuré faible puisque les phénomènes qu'elles sont censées réprimer ou neutraliser ont persisté. Sans parler des atteintes au droit des gens, avec risque de discrimination et de profilage, ce que dénonce notamment le MIRAX.

Comment assurer un vivre ensemble durable ? Est-ce une question de compromis entre sécuritaire et réaffiliation sociale ?

Olivier Bonny : Le secteur de la cohésion sociale vise davantage une approche collective et communautaire, malheureusement fragilisée quand les associations doivent galérer pour assurer leurs missions avec un personnel débordé.

L'approche communautaire permet une solidarité concrète basée sur l'échange de nos expériences et analyses. C'est ce que nous visons à la rencontre du 17 avril. L'enjeu est également de garder un pied dans l'espace public, et de ne pas nous concentrer que sur des questions sécuritaires. Notre secteur organise ainsi des espaces de rencontre, en prenant en compte l'histoire des personnes, leur situation, leur vulnérabilité, pour les accompagner là où elles pourront s'exprimer, adopter des compétences nouvelles.

La culture et l'expression créative pour renforcer ou maintenir les liens sociaux font aussi partie de nos préoccupations. Amener les personnes à se rencontrer malgré leurs fragilités, c'est participer à construire une espérance collective. Et ce faisant, à maintenir une confiance en l'autre. C'est pour cette raison que la candidature de « Molenbeek 2030, Capitale européenne de la culture »² est un projet transformateur car il donne l'opportunité de décloisonner les secteurs associatifs, culturels et artistiques.

Certains artistes sont intéressés à travailler dans les quartiers populaires comme ici, pour que le vivre ensemble se concrétise

sur des dimensions cachées telles que les ressources créatives ou une valorisation de l'histoire migratoire. Les associations sont invitées à rejoindre cette dynamique. Ça prend du temps parce que tout projet d'art contemporain nous oblige à sortir de notre zone de confort. Mais il y a là un décloisonnement fort intéressant.

Vu de l'extérieur et quand on ne connaît pas toute la contextualisation que vous venez de rappeler, ces synergies culturelles et artistiques peuvent sembler une réponse légère par rapport aux problèmes de désaffiliation sociale et de violences...

Olivier Bonny : Ce n'est pas la seule solution. Mais par exemple, des jeunes désœuvrés peuvent devenir bénévoles et s'impliquer pour animer des groupes d'enfants. C'est un processus qui exige du temps parce qu'il faut les encadrer, les soutenir, les motiver. Il faut aussi leur rendre de l'espoir social pour leur avenir – la pandémie a laissé beaucoup de jeunes et d'adultes sur le carreau.

Dans le cadre de MB2030, j'ai pu observer que des rencontres sont possibles entre des gens de mondes différents, où chacun se montre sincèrement ouvert, avec ses habitudes, ses apparences, sa culture de communication. Par contre, si la rencontre est un exercice d'opportunisme et que les nouveaux venus se retirent dans leurs îlots fermés haut standing, conceptions d'une architecture défensive, nous ne sommes pas preneurs. Nous avons besoin de porosité et de passerelles créées par des gens motivés et compétents. Nous soutenons ces démarches collectives quand elles ne sont pas des opérations de façadisme.

Dans notre société multi fracturée par les tensions, les difficultés, les souffrances, les fragilités qui pourraient nous inciter à nous replier sur nous, le dialogue entre ces mondes est plus que pertinent. ▶

Propos recueillis par **N. C.**

[1] Andrea Rea, « Les ambivalences de l'État social-sécuritaire », in *Lien social et Politiques* n° 57, printemps 2007, pp. 15-34. www.erudit.org/fr/revues/lsp/2007-n57-lsp1831/016385ar.pdf

[2] A propos de « Molenbeek, capitale européenne 2030 », voyez l'article « Du Petit Manchester à MB2030 » en pages 32-36 de cet *Imag*.

Codirecteurs
de Dynamo AMO

Hélène **EGGEN** & Sébastien **HERTSENS**

La double **AMORCE**

La prévention, une utopie ? Notre expertise, qui repose sur 40 ans de terrain, nous permet d'affirmer avec force que la prévention est loin d'être une utopie. Mais qu'entend-on exactement par prévention ? Quels sont les éléments qui font que ce modèle à contre-courant des logiques sécuritaires et instrumentales fonctionne ?



Ambiance de travail social de rue :
la confiance rend plus léger.

© Dynamo AMO



Dynamo est un service d'actions en milieu ouvert (AMO) agréé par la Fédération Wallonie-Bruxelles qui s'adresse à des enfants et des jeunes de 0 à 22 ans afin de leur offrir une écoute et un accompagnement gratuits et en toute confidentialité. Nous sommes actifs dans différents quartiers d'Ixelles, Forest et Uccle.

Notre projet pédagogique est centré autour du travail social de rue et du principe que nous appelons dans notre jargon «la double amorce». Nous basons notre action sur la relation de confiance entre les travailleurs sociaux et les jeunes vulnérables. C'est cette relation de confiance qui permet aux jeunes de formuler des demandes individuelles et collectives auprès des travailleurs sociaux. Pourquoi la double amorce : la première amorce est la relation de confiance, la seconde est l'émergence d'une ou plusieurs demandes.

Cette relation se construit en deux temps :

1/ Se faire connaître et créer du lien dans une logique de proactivité et d'équité

Les AMO ont pour mission d'aller vers les enfants et les jeunes vulnérables selon le principe d'équité (nous allons vers les jeunes qui en ont le plus besoin, autrement dit ceux qui ont moins facilement accès à nous). Nous ciblons dès lors des quartiers précarisés, des écoles à indice socio-économique faible, des écoles des devoirs, etc. Les AMO utilisent différentes méthodes telles que le travail social de rue, des animations dans les écoles, des activités culturelles ou sportives dans le but de

rencontrer ces enfants autour de la relation et non du problème et du symptôme (« je te rencontre toi, je ne te rencontre pas parce que tu as un souci ou que tu as fait une bêtise »). Il s'agit d'avoir l'approche la plus globale et la moins stigmatisante possible.

2/ Renforcer la relation et expliquer notre rôle

Par diverses actions, les AMO renforcent la relation de confiance, c'est ce que nous nommons « le vécu commun ». Ces moments prennent la forme d'activités collectives socioéducatives telles que des camps, des sorties culturelles ou sportives, du soutien scolaire, des jeux dans les espaces publics, des groupes de parole, etc. Il s'agit ici non pas d'occuper mais de créer des moments privilégiés avec les jeunes. La récurrence de ces moments de qualité est essentielle, notamment pour faire émerger la demande individuelle le plus tôt possible (principe de la prévention et de l'aide précoce). C'est aussi lors de ces moments que nous réexpliquons notre rôle et l'aide que nous pouvons leur apporter. Le secret professionnel est indéniablement une des clés de voûte de cette relation de confiance.

« Nous constatons que les langues se délient plus facilement lors d'une randonnée en forêt plutôt que dans une salle d'entretien ».

C'est dans ce cadre protégé que des demandes d'aide à la fois formelles et informelles émergent. L'enjeu de la prévention est d'être présent dès l'émergence d'un problème. Plus la demande sera formulée tôt plus la résolution sera facile et efficace (mettre des choses en place pour éviter que l'enfant ne décroche scolairement, plutôt que d'être là quand il a décroché). L'idée est d'être là sur le long terme pour les jeunes dans un accompagnement discret, durable et efficace. Les travailleurs des AMO sont souvent les alliés, les confidents des jeunes pendant plusieurs années. Plus on connaît bien un jeune et son environnement, plus l'aide qu'on lui apporte sera impactante. Pour certains jeunes qui vivent des situations compliquées (placement, passage en IPPJ, errance, etc.), les travailleurs AMO sont ceux qui sont là avant, pendant et après.



Les langues se délient plus facilement en randonnée que dans une salle de réunion.

Des réponses collectives

La présence des AMO dans le milieu de vie des jeunes permet également l'émergence de demandes collectives. La prévention offre aussi des réponses globales à ces problématiques collectives. Exemples : la relation entre les jeunes et la police (faire un travail de concertation avec la police permet d'éviter des violences policières), rendre l'espace public plus accessible aux adolescentes en réfléchissant aux aménagements publics ou en sensibilisant les garçons à la question du genre.

Quand les logiques sécuritaires et instrumentales font dérailler la machine

Comme nous l'avons vu précédemment, la logique de prévention, pour être impactante, implique une relation de confiance et une approche généraliste et holistique des individus et des groupes. L'immersion des logiques sécuritaires et instrumentales dans le champ du travail social de prévention tend inévitablement à

favoriser une spécialisation de l'action au détriment de l'approche globale.

Ce changement de paradigme a un effet direct sur l'action sociale qui se traduit prioritairement par :

- une fragilisation du lien confiance;
- une rupture avec l'environnement social des personnes ;
- une diminution des réponses éducatives et de l'action collective.

Nous constatons que cette logique a souvent pour conséquences :

- de déplacer la problématique plutôt que de la traiter ;
- de donner une réponse rapide mais fragile et éphémère (on diminue l'action sur le long terme) ;
- de détourner les missions des travailleurs sociaux sur le terrain.

5 exemples parlants

1/ Focalisation sur des phénomènes sociaux (santé mentale, radicalisme, décrochage scolaire, deal, etc.).

Prenons le cas de la santé mentale, problématique qui traverse notre société et qui impacte certainement les publics les plus fragilisés, le propos n'étant pas de remettre en question ce fait.

La réponse « psy » semble prendre une place de plus en plus importante au détriment d'une réponse éducative individuelle ou collective. Notre inquiétude réside dans le fait qu'on cherche alors une réponse directe à une problématique bien plus complexe. Si un jeune est en décrochage scolaire, l'orienter vers un psychologue peut être une piste de solution, mais le risque est qu'il abandonne au bout de deux séances. La valorisation du jeune par des actions collectives ou individuelles ainsi qu'un travail sur l'environnement du jeune (« je connais ton école parce que j'y suis présent, je discute de ce qui s'est passé », etc.) a plus de chance d'avoir un impact sur le long terme. Les appels à projets fonctionnent majoritairement dans une logique instrumentale (« je vais vers toi car je soupçonne des troubles de santé mentale, du décrochage, du radicalisme »). L'individualisation systématique de la réponse fait écho directement à la responsabilisation personnelle.

*Sans le secret professionnel
et la déontologie inhérents
à notre métier, plus aucun jeune
ou famille ne viendra
se confier à nous*

2/ Espaces non publics

Les politiques sécuritaires ont tendance à répondre aux problèmes de gestion de l'espace public de manière simpliste: présence policière et contrôle d'identité accru, réduction du mobilier urbain, fermeture des espaces publics, « je te donne un local et tu me fous la paix ».

Ces politiques ont généralement peu d'effet si ce n'est un déplacement du problème, des actes d'incivilité et une fragilisation du lien de confiance avec la police, les autorités communales et les travailleurs sociaux impliqués dans ces politiques.

Nous prônons une approche plus inclusive des espaces publics. Il s'agit pour nous d'investir ces lieux par le jeu et des présences régulières, de les faire vivre et de les rendre accessibles aux personnes qui y ont moins accès comme les jeunes filles ou les plus jeunes. Il s'agit de travailler sur une approche du vivre ensemble plutôt que de stigmatiser un public, souvent les garçons adolescents et jeunes adultes. Un groupe pose problème, donc je dois prioritairement travailler avec ce groupe en lui donnant un local. Cette réponse simple et rapide implique des risques importants (saccage du local, etc.).

3/ Attaques incessantes au secret professionnel

Autres conditions essentielles à nos missions : le secret professionnel et la déontologie, qui sont le socle de la relation de confiance. Sans le secret professionnel et la déontologie inhérents à notre métier, plus aucun jeune ou famille ne viendra se confier à nous, c'est certain.

Les différents changements de législation des dernières années nous inquiètent fortement et posent de nombreuses questions. Exemples : l'article 458 ter du code pénal (concertation de cas et CSIL-R) ou la BDC-TER (banque de données commune

Terrorisme, Extrémisme, processus de Radicalisation). Nous restons particulièrement vigilants et nous nous opposons fermement à l'érosion constante du secret professionnel à des fins sécuritaires.

Il paraît nécessaire de rappeler que la construction jurisprudentielle de l'état de nécessité permet déjà de déroger au secret professionnel afin d'alerter en cas de danger imminent, ce qui répond à la plupart des arguments avancés quand il s'agit de créer une nouvelle exception au secret professionnel.

Avec le nouveau gouvernement, la liste des attaques au secret professionnel risque de s'allonger. En effet, sous couvert d'intersectorialité, nous serons amenés à échanger avec des tas de professionnels qui n'ont pas les mêmes missions. Contrairement à ce que l'on voudrait faire croire aux non-initiés, il n'est absolument pas question de secret professionnel partagé ici et le risque de rupture de confiance, bien nécessaire aux jeunes et aux familles en besoin d'accompagnement, est réel.

Rappelons à ce propos les 5 règles cumulatives du secret professionnel partagé :

- Les intervenants sont soumis au même secret professionnel.
- Ils poursuivent les mêmes objectifs professionnels, les mêmes missions.
- Le partage est limité aux seuls éléments nécessaires.
- Le partage se fait dans l'intérêt de la personne (et non dans l'intérêt du professionnel).
- L'accord préalable de la personne est requis et il faut l'aviser de ce qui va être partagé.

4/ Répondre à l'urgence sociale au détriment de la prévention : le serpent qui se mord la queue

Face à un accroissement de la précarité chez les personnes les plus fragilisées, beaucoup de services abandonnent leur mission de prévention. Ils invoquent le fait de ne plus avoir le luxe de la relation et du temps long sous prétexte des situations de plus en plus urgentes et humanitaires. Il nous paraît essentiel de résister et de maintenir notre action de prévention. L'une ne peut se faire au détriment de l'autre. Il faut absolument permettre aux personnes d'être sujets de droit le plus rapidement possible,

plutôt que de mettre une énergie folle à recouvrir des droits déchus. Cette réponse à l'urgence fragilise une fois de plus l'action collective qui a pourtant un effet bénéfique et direct pour les personnes fragilisées. Il est primordial de maintenir le cap. Cette logique d'urgence est malheureusement renforcée par la logique d'évaluation (il est plus facile de chiffrer une remise à l'emploi que de mesurer l'impact positif d'un camp sur le parcours d'un jeune).

5/ L'ère de l'évaluation et de l'obligation de résultat

Autre combat que nous sommes bien obligés de mener actuellement, plus récent mais tout aussi inquiétant pour le secteur de la prévention : l'obligation de devoir prouver, chiffrer, quantifier, argumenter¹. La tendance des dernières années se confirme clairement, nous sommes maintenant obligés de donner des chiffres, des preuves. Soit on joue le jeu et on prouve que notre travail sert à quelque chose, soit on risque de perdre nos subsides ou de voir nos missions totalement orientées résultats, une utopie en soi.

Le choix entre sécuritaire et lien de confiance

Les politiques sécuritaires amènent indubitablement de la suspicion envers les travailleurs sociaux (contrôle, délitement du secret professionnel, éloignement des missions de prévention), ce qui nuit directement à la relation de confiance, qui reste le socle du travail de prévention sociale. Cette suspicion, alliée à une spécialisation de l'action, laissera certainement pour compte les publics les plus fragilisés.

Il faudra choisir entre un modèle sécuritaire, instrumental et ultra spécialisé qui vise des résultats rapides, visibles et mesurables mais qui induit bien souvent une rupture avec l'environnement social des personnes et un risque de récurrence, ou un modèle basé sur la relation de confiance individuelle et collective qui serait plus impactant et durable mais plus discret et moins quantifiable. ▶

[1] Sur cette question, voyez le dossier Imag « Selfies associatifs. Tensions et interpellations en temps de crises, n° 366, mars-avril 2023. https://www.cbai.be/imag366_marsavril23/

Ce levier qu'est **L'IMAGINAIRE**



l'asbl Habitant.es des images, on y entre par la fenêtre, au sens propre ! Au sens figuré, on y voit l'évidence d'une flexibilité. C'est qu'il en faut pour arriver à combiner art social et politique de la ville dans les projets de l'association.

Parce que d'abord nomade dans Bruxelles (avant de s'installer à Molenbeek il y a 2 ans), Habitant.es des images apporte une démarche associative décalée par rapport à ce qui existe en général dans l'espace public. Savannah Desmet, coordinatrice animatrice depuis 7 ans, explique : « Lorsque notre asbl était mobile, c'est notre posture un peu extérieure à la vie de quartier qui a permis à des participants et participantes de nos projets d'oser aborder des sujets plus difficiles, et parfois délicats ».

Au rythme de ses activités, l'asbl invite les participantes et participants à s'exprimer sur leur vie ancrée dans leur quartier en mutation. A Molenbeek par exemple, cette mutation saute aux yeux. Sur le site d'anciens bâtiments industriels abattus s'érigent des projets immobiliers forcément inaccessibles aux habitants, lesquels vivent pour la plupart dans des logements sociaux parfois en piteux état. Des participants aux activités traduisent alors leur quotidien sous forme de rapports de force entre les personnes installées depuis longtemps et issues de l'immigration, et des nouveaux arrivants qui disposent souvent de moyens financiers plus élevés ; entre les hommes et les femmes ; ou encore entre des jeunes qui dealent et ceux qui

*Rien que le nom en dit déjà long.
On comprend d'emblée qu'avec
Habitant.es des images, asbl fondée en 2013,
il sera question de créativité, de participation,
de mixité. Un panaché qui aide à amorcer
ou à valoriser le dialogue dans l'espace
public. Car c'est dehors, sur les places
et dans les rues, que l'asbl mène
la plupart de ses activités.
Directement accessible aux publics.*

veulent faire du sport. Adèle Jacquot, cofondatrice de l'asbl, résume : « Il y a un énorme constat de pauvreté, d'inégalité d'accès au logement et au travail, et donc à la formation ». En se souvenant du commentaire du gardien du parc qui observe que, dès 10 ans, les jeunes « d'ici » ne pensent qu'à l'argent, Adèle interpelle : « Nous devrions être capables de proposer une société où les enfants ne seraient pas inquiétés ni fragilisés par cette question ».

De la Gare du Midi à la Forêt de Minuit

Les projets d'Habitant.es des images carburent aux témoignages. Pas juste des impressions happées ici et là, mais bien des vécus et des ressentis profonds partagés et qui émergent après un détour par l'imaginaire.

Savannah : « Nous jouons beaucoup avec la fiction parce qu'elle permet de parler plus librement. Par exemple, nous avons imaginé la Forêt de Minuit, à côté de la Gare du Midi. Les enfants et adultes que nous avons rencontrés ont inventé ce qui pourrait se passer dans la Forêt. Petit à petit, ils ont créé un univers où tout le monde a accès à un logement, où les enfants vont à l'Ecole de Minuit, où le parc devient un grand potager collectif avec des jeunes qui travaillent la terre, récoltent et vendent leurs fruits et légumes. D'autres introduisent des zombies dans le tableau, quand certains verraient bien le gardien du parc en garant du partage des ressources ». A travers ce scénario, ils abordent ainsi des questions sociales aussi essentielles que l'école pour tous, la formation, l'autonomie, l'accès à une activité rentable autre que le trafic de drogue.



Partir du vécu des gens pour formuler des solutions

Les effets de la fracture numérique ont aussi inspiré les Habitant.es des images. Avec la fiction pour même point de départ, l'asbl a recueilli le témoignage de quelque 500 personnes avant de relayer leurs revendications dans un parlement improvisé. Savannah : « Ce projet a permis de réfléchir sur ce qu'on accepte ou pas en tant que citoyen. Les gens se sont d'abord rendu compte qu'ils subissaient certains problèmes identiques. Puis ils ont cherché des solutions. Cette façon de faire change les perspectives parce que travailler sur l'imaginaire donne de l'espoir. Bien sûr, la création artistique ne pourra pas remplacer le politique qui, à un moment, doit prendre ses responsabilités. En fait, l'un ne va pas sans l'autre ».

Un autre projet intitulé « Toutes dans la rue ! » prend la forme d'un jeu de cartes. Adèle : « Cette fois, nous avons accompagné un bureau d'urbanisme pour émettre des recommandations afin que les opérations socio-économiques et architecturales d'un contrat de quartier soient mieux adaptées aux minorités, y compris les femmes. Nous avons créé un jeu à partir des paroles des architectes, des organismes et d'une centaine de femmes rencontrées. Nous invitons à imaginer comment faire pour que, sur une place, les différents publics se sentent à l'aise et non en concurrence ». Encore une fois grâce à l'imaginaire, le jeu montre à quel point un espace pourrait être amélioré au bénéfice de toutes et tous.

L'équipe Vie de quartier de la commune de Schaerbeek, sensible à l'approche d'Habitant.es des images, a contacté l'asbl pour œuvrer place de La Reine, carrefour sale et insécurisé. Des publics différents s'y croisent mais ne s'entendent pas – ce sont des mamans avec enfants, des ouvriers qui cherchent à se faire embaucher la journée, des dealers, des consommateurs. Ateliers participatifs, témoignages, photos montage « qui parle de comment faire pour dépasser les frontières entre les femmes et les hommes, entre ceux qui prennent de la drogue et ceux qui n'en prennent pas, entre les personnes malades et les autres », résumé à grands traits par Adèle. Ainsi est né *Le Jardin aux mille fenêtres*, avec une revendication qui tombe sous les sens : sur la place de la Reine, les habitants ont besoin de jeux pour les enfants. On n'a pas envie qu'ils tombent dans la drogue. On a envie qu'ils s'amusent.

Le Jardin aux mille fenêtres

Extraits du projet mené place de la Reine à Schaerbeek

Une femme raconte. « *Quand on arrive et qu'on est immigré, c'est dur autant pour les hommes que pour les femmes. Pour les femmes parce qu'elles sont complètement seules, pour les hommes parce qu'ils ont appris que leur rôle c'est gagner de l'argent, gérer la famille, et ils n'y arrivent pas. Les hommes n'ont pas l'habitude de parler de leurs problèmes. Au lieu de parler, ils partent, ils fuient dehors.* »

Un homme murmure. « *Si tu n'as rien, pas de travail, pas de famille, pas de passeport, rien à faire, obligé tu vas aller dehors. Il y a de plus en plus de sans-papiers, il y a de plus en plus de pauvreté, de gens à la rue. Même des jeunes. La vie, elle peut te rendre fou.* »

Deux amies discutent. La première dit : « *Mon mari referme la porte sur moi. Il y a ceux qui ouvrent et ceux qui ferment. Moi il ferme. Tu ne travailles pas, tu es toujours à la maison, l'homme ne te laisse plus d'espace, tu dois tout faire. Et comment partir*

quand tu n'as pas l'argent et même pas la langue ? »

Son amie répond. « *Moi non, moi mon mari, il m'a toujours dit : Va, va à l'école, fais-toi confiance, vas-y ! Mais mon mari maintenant il est tombé dans la drogue. Nous sommes séparés. Peut-être que personne n'est juste bon ou mal.* »

Une maman raconte. « *Mon fils m'a dit que des grands donnent de la drogue à des jeunes de 12 ans pour vendre. Il y en a même qui avalent pour cacher. Et aussi liée à la police, parfois bonne, souvent mauvaise. Un jour j'étais avec mon fils, on voulait rentrer pour voir un match de foot. La police me laisse entrer mais pas lui. Juste à cause de son style jogging. J'ai dit : « Il est avec moi c'est mon fils ». Le jeune qui ne fait pas de bêtises, il faut le respecter. Peut-être que les jeunes que tu vois là dans la rue, ils ont un truc bien. Peut-être que ce jeune a un truc à donner, un projet. Même artiste, il ne faut pas l'arrêter. Il ne faut pas déjà le dire criminel alors qu'il est encore si jeune. Les jeunes, il faut leur donner la main.* »

Une femme réfléchit. « *Parfois, la police ce n'est pas plus de sécurité. Quand la police est là, ça veut dire que c'est insécurisé, les gens ne viendront pas.* »

Un jeune homme raconte. « *Moi-même je prends de la drogue. Mais je trouve qu'ici sur la place, la drogue est trop visible. Tu vois derrière le tram, ils sont plein. Si moi j'essaye d'arrêter, je passe à côté, c'est trop dur de résister. Il faudrait des lieux pour aller prendre, sans être devant tout le monde. Peut-être un container, quelque chose pour cacher.* » ▶

Propos recueillis par **N. C.**

La « J » en **PREMIÈRE LIGNE**



Comme tout au long du ramadan, en fin de journée, le quartier de Molenbeek fourmille de personnes qui sortent de la mosquée, vont acheter de quoi rompre le jeûne ou retrouvent leurs amis pour la soirée. Aux abords du parc des Etangs Noirs, une odeur de feu de bois flotte dans l'air. Une vingtaine de jeunes, entre 10 et 18 ans, s'attablent sous une tonnelle installée pour l'occasion. Ils fréquentent tous et toutes la maison de jeunes La « J », juste à côté du parc, et qui organise l'Iftar [rupture du jeûne durant le ramadan] de ce soir. Pendant que les animateurs s'occupent du barbecue et réchauffent la soupe, les jeunes rigolent en se montrant des vidéos sur leur téléphone. Si des moments comme ceux-ci sont possibles dans ce parc, c'est notamment grâce à Yassin Bahri, éducateur à La « J », et à l'équipe de la maison de jeunes, qui ont voulu s'approprier le parc dès la fin de sa rénovation.

C'est une maison de jeunes accolée au parc des Etangs Noirs. Autant dire, en plein quartier où ça deale et ça consomme. Mais où ça bosse aussi, contre vents et marées. Témoignage de Yassin Bahri, éducateur à La « J », et Othmane Ben Hamiddou, animateur.

Ce quartier de Molenbeek est connu comme carrefour du trafic de stupéfiants qui prend de l'ampleur dans notre capitale. « Lorsque nous avons eu connaissance du projet de rénovation du parc, nous avons directement réfléchi à ce que nous pourrions y mettre en place. Nous devons être réactifs, et prendre possession des espaces le plus vite possible, pour éviter que des dealers s'y installent. Il faut qu'ils se disent "Ok, ici c'est un parc familial, ce n'est pas un bon endroit". S'ils prennent possession de la zone avant quelqu'un d'autre, cela devient très compliqué de les déloger », explique Yassin.



© Leo Wagemans

Mains jeunes et vertes

La maison de jeunes a alors installé un potager le long de l'allée du parc, à côté d'une fresque murale peinte lors d'un atelier. Othmane Ben Hamiddou, animateur depuis 2018 à La « J », dispense les ateliers potagers tous les mercredis après-midi. « C'est un projet mis en place avec Bruxelles Environnement. On a construit une clôture, et des bacs de plantation avec du bois de récupération. En ce moment, on commence les semis. On est en train d'agrandir la surface cultivable en préparant un autre bac que l'on placera au sol. C'est très bénéfique pour les jeunes, déjà parce que ça leur fait passer du temps à l'extérieur, ça leur permet de visualiser comment on cultive, et ce que l'on peut faire à partir de chez soi. C'est notre deuxième année, et ils commencent à avoir la main verte ! ». Une fois les légumes sortis de terre, les jeunes pourront alors réaliser un atelier cuisine 100 % local.

En plus des activités potager, le planning de la maison de jeunes est bien rempli. On peut s'impliquer dans différents ateliers, comme des après-midis artistiques ou encore des cours de boxe dans la salle au fond du local. Des séances de sensibilisation liées aux problématiques du quartier sont également ouvertes, abordant notamment le trafic de stupéfiants. « On organise aussi des voyages, souvent via un échange avec une maison de jeunes locale. On a ainsi pu aller au Japon, au Canada ou encore à New-York », décrit l'éducateur. Cela permet aux jeunes de découvrir d'autres perspectives que celles de leur quartier, trop souvent sujet à des épisodes de violences liées au deal. « On a déjà été témoins de scènes assez dures. Par exemple, on a vu un dealer se faire enlever en plein jour par une bande rivale, avant de se faire relâcher plus tard avec les deux jambes cassées. On a entendu plusieurs fois tirer dans la rue de la Maison de jeunes. Un jour, après des échanges de tirs, une personne en sang a voulu entrer dans notre local pour s'abriter. Notre animateur l'en a empêché

et a fermé la porte, parce qu'on ne sait pas si la personne qui lui a tiré dessus voudrait venir terminer le travail. Elle pourrait mettre en danger nos jeunes », raconte Yassin.

Après Naples, avant Marseille

La maison de jeunes se retrouve démunie face à une violence croissante, une police trop peu présente et un voisinage qui commence à perdre patience. « On a déjà vu des voisins, poussés à bout par tous les épisodes de violence, venir manifester directement leur mécontentement devant les dealers. En faisant ça, ils ne se sont pas rendus compte qu'ils allaient pourrir leur vie. Maintenant, ils se font constamment insulter ou menacer quand ils croisent des dealers, et la situation n'a pas bougé pour autant. »

Rien qu'au cours de l'année 2024, 92 échanges de coup de feu liés au trafic de drogue ont été recensés à Bruxelles. Après Naples et avant Marseille, notre capitale serait l'une des villes européennes où les armes circulent le plus. Pour l'éducateur, il y a un lien à faire avec la cité phocéenne : « Je connais l'un des chefs de zone du quartier, c'est un ancien passé par notre Maison de jeunes. Et, de ce que j'en sais, il est en quelque sorte franchisé par une bande de Marseille. C'est-à-dire que, s'il a un problème avec des rivaux ici, il passe un coup de fil, et le lendemain des hommes de main marseillais sont là avec des armes lourdes pour faire le sale boulot. Ils utilisent des méthodes très agressives, et repartent directement après ».


Responsabiliser, rémunérer

Afin de comprendre le lien entre les deux villes, toutes deux lourdement touchées par les problématiques liées au trafic, La «J» a eu des échanges avec le Centre de jeunes de la Rouguière à Marseille, une occasion pour Yassin de réfléchir avec ses homologues français à d'éventuelles solutions à appliquer à Bruxelles. « On a réalisé ce projet via le Bureau international de la jeunesse. Comme la plupart de nos voyages, on a fait en sorte que les jeunes n'aient rien à payer. On a axé l'échange sur la thématique des violences de quartier, en partant du vécu des jeunes, des différences et des points communs entre nos

deux villes. Puis on a abordé les solutions que chacun a essayé d'apporter. » Parmi les solutions, l'insertion professionnelle se distingue, à Marseille comme à Bruxelles. L'éducateur évoque notamment les contrats de bénévolat qu'offre La « J » une fois que leurs jeunes passent la barre des 18 ans. « Les bénévoles sont là pour encadrer les plus jeunes lors de nos activités. Cela permet de les responsabiliser, et d'être un peu moins attirés par l'argent facile que proposent les dealers, puisque nos contrats bénévoles sont rémunérés. Ce n'est peut-être pas énorme, mais en 3 ou 4 ans on a pu faire sortir au moins 10 jeunes du trafic. »

Des politiques doutent, des travailleurs sociaux s'épuisent

Après les récents propos de Georges-Louis Bouchez [président du MR] prononcés en février dernier sur BX1, quand il « doute quelque peu de l'efficacité » des maisons de jeunes « qui touchent quand même pas mal d'argent public », Yassin évoque un ras-le-bol, lui qui a l'impression que l'on remet constamment la responsabilité sur les travailleurs sociaux : « Dans un contexte où l'on tire régulièrement à proximité de notre lieu de travail, il faut faire attention de ne pas trop tirer non plus sur la corde. Nous exerçons notre métier par passion, c'est la seule chose qui nous fait avancer. Le fait de ne recevoir aucune reconnaissance, mais au contraire des attaques de ce genre, ne nous aide pas à pallier la pénurie de personnel à laquelle nous faisons face. Beaucoup d'animateurs sont en burn-out, alors même qu'ils adorent leur métier. Et même si l'on propose des CDI, on ne trouve personne ».

Pour l'éducateur, il faut prendre le problème sous un angle plus large : « Si je le voulais, je pourrais moi aussi lancer des piques aux politiques, leur disant à quel point je trouve inefficace le travail de la police, qui ne fait que quelques contrôles occasionnels, et qui est souvent présente à proximité des règlements de compte sans intervenir. Mais mes propos n'amélioreraient en rien la situation. Puisque le deal est en train de s'internationaliser, il faut prendre le problème comme tel, et réfléchir à des politiques à échelle européenne. Si chaque pays y va de sa propre réglementation, cela ne fonctionnera pas ». 



Kenan GÖRGÜN

Brussels UNDERGROUND

*Après les territoires perdus de la République,
a-t-on les territoires perdus du Royaume de Belgique ?
Dialogue pas si imaginaire entre moi et mon moi généré par AI.*



© Kenan Görgün

« Tu habites à Anderlecht ?!

– Depuis 20 ans.

– Cela dit, là où tu es, c'est vert et tout. C'est pas « vraiment Anderlecht. »

– Je suis à Veeweide depuis deux ans, c'est vrai. Pas loin de Saint-Guidon.

– Ça chauffe aussi là-bas. En fait, c'est tout le secteur qui est dangereux.

– Avant, j'ai habité Cureghem vingt ans. Dans le «vrai Anderlecht». Clemenceau. Rue du Chapeau, rue Jorez, rue de la Clinique. Place du Conseil. J'ai fait mes maternelles et primaires à l'Ecole Sainte-Marie. Tous ces lieux qui font l'actu et qu'ils voudraient qualifier de territoires perdus du royaume.

– Ce serait abusé ? Je n'ai jamais été à l'aise d'y aller. En journée, à la limite.

– Tu n'es pas un cas isolé. Ça m'a toujours étonné. On parle bien des quartiers où je vis depuis tout petit ? Ou du Bronx de la misère et des gangs ? Avant que New-York investisse enfin en masse dans les quartiers, les structures d'accueil, d'encadrement, les arts, la scène musicale, les théâtres, la

communication à long terme. En quelques années, le Bronx s'était écarté de sa légende peu enviable parce qu'il ne se voyait plus comme ça. Les zones qui font peur sont méconnues. Anderlecht l'est un peu moins mais...

– Avec ce qui se passe ? Ça ne va pas l'arranger. Molenbeek hier, Anderlecht aujourd'hui.

– Non. Je pensais plutôt à ces gens qui quittent les communes branchées pour venir à Anderlecht, pour sa qualité de logement élevée et abordable. Aux agronomes et botanistes, aux partisans d'une consommation locale qui ont lancé des fermes urbaines pionnières dans ses campagnes. J'entends tout le temps ces craintes sur Anderlecht, alors que j'y vois l'une de nos communes les plus mixtes.

– Tu te moques de moi ?

– Il y a toujours un décalage entre le réel et sa description, surtout à notre époque dématérialisée.

– Mais objectivement... Les armes et les drogues sont partout.

– Pas partout.

– Presque partout.

– Non plus ! Si les drogues et les armes étaient presque partout,

on n'aurait plus de place pour marcher en rue à cause des toxicos et les armes séviraient 20 heures par jour. On ne vit pas en enfer non plus, il faut se méfier des raccourcis.

– Tu insinues que notre inquiétude est infondée ?

– Notre inquiétude est toujours fondée, hélas, au moins en partie. Mais le danger est de croire à un réel monstrueux qui engloutit tout et contre lequel on serait démunis. C'est faux. On doit faire nos devoirs : identifier les menaces exactes, leur nature, leur urgence. S'informer intelligemment est devenu un sport de combat – et c'est déjà agir.

Robocopland vs Belgikistan ?

« La nature a horreur du vide, d'accord ?

– Et l'oisiveté est mère de tous les vices.

– Parfait exemple ! Si on n'agit pas, d'autres agiront à notre place, surtout dans ces quartiers qui sont les plus grandes chances d'une ville.

– Tu te moques encore !

– Non. C'est mathématique : dans un endroit où tout est déjà fait, il n'y a plus de place pour ta créativité. Dans les Anderlecht du pays, c'est l'inverse. Et comme il n'y a pas de sot métier, il n'y a pas d'action mineure. Il y a l'action et l'inaction. Être acteur de sa vie et de ses rues ou céder à la tentation du repli qui, lui, est terrifiant car il remplace la réalité par ses pires représentations. Vérifie : plus tu le broies, plus le noir s'intensifie. Dans ces vides citoyens, les pouvoirs forts s'installent avec brutalité, par la politique du fait accompli plus que par la concertation. Mais comme le réel ne doit pas être effacé par ses représentations, nos élus ne doivent pas nous occulter. Tout ça pour un résultat zéro.

– Je ne comprends pas.

– Les grands flics à la gendarmerie et à Europol sont clairs : aucun Etat n'a les moyens de mettre fin au narcotrafic international. Narcos a trop d'argent, d'agents, de technologies, d'élus à son service, d'alliances. Pour autant, ces flics continuent à monter des opérations, suivre des filières, réaliser des saisies et des arrestations massives et obtenir de vraies victoires. L'Europe n'est donc pas non plus un port de plaisance pour les barons.

– Mais alors, c'est impossible de lutter à armes égales ?

– Exact. Il faut lutter avec d'autres armes. L'autoritarisme n'est pas l'autorité, la surveillance n'est pas la vigilance et le sécuritaire n'est pas la sécurité. On n'a pas à vivre entourés de miradors.

Cureghem Confidential

« Mais on ne peut pas se contenter de dire non aux miradors et aux barbelés.

– C'est vrai. On doit avoir des propositions, mettre les mains à la pâte – faire nos devoirs.

– Les jeunes n'écoutent plus personne. Ils ne croient plus en rien.

– Les Jeunes. Toujours sur le haut du podium de l'imaginaire urbain. Ne les minimise pas. Bon an mal an, l'avenir est à eux. Ce sont eux qu'il faut mobiliser, à qui il faut redonner envie et soutenir. Et savoir que c'est difficile d'être Les Jeunes à une époque qui héroïse des sociopathes. Dans ce monde d'après la pandémie qui n'ose pas faire son bilan, difficile de ne pas succomber au cannibalisme des prédateurs qui se présentent comme les nouvelles idoles, de croire qu'on peut avoir une vie réussie sans rouler en Tesla et rêver d'être ElnMsK. Jeunes et moins jeunes, on a besoin d'une bonne «claque de réel» pour purger notre système de ce gras virtuel qui bouche l'imaginaire. Souscrire, ensemble, à des règles collectives consenties, des codes de conduite honorables, et recommencer au plus vite à nourrir nos esprits de la denrée la plus précieuse : la liberté. Ensuite, retourner dans ces rues qu'on prétend nous confisquer.


– On a essayé ! Les travailleurs sociaux, les associations, les comités, depuis des années...

– Il faut s'obstiner ! S'améliorer, refaire en mieux, mais continuer, comme les grands flics d'Europol qui ne renoncent jamais et jamais ne vont qualifier leur travail d'insignifiant. Pas de *happy end* facile : on entend parler de guerre culturelle. Certains politiques aiment ces mots pour promouvoir leur vision utilitariste. Plus sérieusement : durant la Guerre froide, la CIA en a mené une contre le communisme. Elle y a dépensé des budgets colossaux. Sans ça, pétard mouillé. Il y a donc bien une guerre à livrer, culturelle et même spirituelle, entre les prédateurs mondiaux et l'intelligence artificielle qui n'hésitera pas à nous déclasser et nous déclarer artificiels. Mais attention : quand nos grands flics montent des opérations, on n'en sait rien. Ils bossent en coulisses, n'envahissent pas le quotidien.

– En fait, plus ils sont discrets, plus ils sont efficaces.

– Tout miser sur le sécuritaire – contre un Narcos mille fois plus riche – nous condamne à l'échec. J'ai presque envie de dire qu'on doit être capable de faire ce qu'a fait la CIA : mettre de vrais moyens dans cette guerre culturelle et spirituelle et regagner du terrain pouce par pouce, à force d'idées, de projets, de coopérations, de graines de vie semées partout où d'autres sèment la mort. Un jeune qui prend la plume plutôt qu'une arme, une caméra plutôt qu'une dose de came. Compter nos victoires, comme les agents d'Europol.

– Ça va prendre un temps dingue. Les gens ne savent plus vivre dans le temps long.

– Sauf si c'est un temps d'action, de réalisation, de prise de responsabilités de la part des premiers touchés, qui seront aussi les premiers bénéficiaires. Un temps où naîtront des vocations, des carrières. Les plus jeunes vont s'initier à la création et à la gestion de leurs projets, au dialogue entre les divers échelons de la société, sur des bases qui ne sont plus celles du rapport de force ni de l'autoritarisme mais du respect, non plus un respect de crainte mais de confiance. Si pacification il doit y avoir, ce sera long et complexe. Dans ce temps accéléré, il faut réapprendre à être déterminés patiemment. La fin du monde n'est pas encore pour demain. Ne baissions pas les bras comme si tout était joué. 

Les réformes du Parcours d'accueil

Quelles LOGIQUES et quels IMPACTS ?

Le CBAI a analysé la mise en œuvre et l'impact de deux réformes majeures du Parcours d'accueil deux ans après leurs entrées en vigueur : d'une part, l'obligation de suivi pour les personnes primo-arrivantes¹ extra-européennes (juin 2022) et, d'autre part, l'élargissement du dispositif aux personnes étrangères avec un titre de séjour de plus de trois ans (novembre 2022). Cette recherche s'est appuyée sur des données tant quantitatives (base de données administratives du dispositif) que qualitatives, en particulier deux focus groups avec des travailleur-euses sociales et des formateur-trices à la citoyenneté des Bureaux d'accueil pour primo-arrivant-es (Bapas), ainsi que des entretiens semis-directifs avec 44 bénéficiaires. Nous présentons ici les principaux résultats, avant de les mettre en perspective avec les intentions de l'Accord de coalition fédérale 2025-2029.

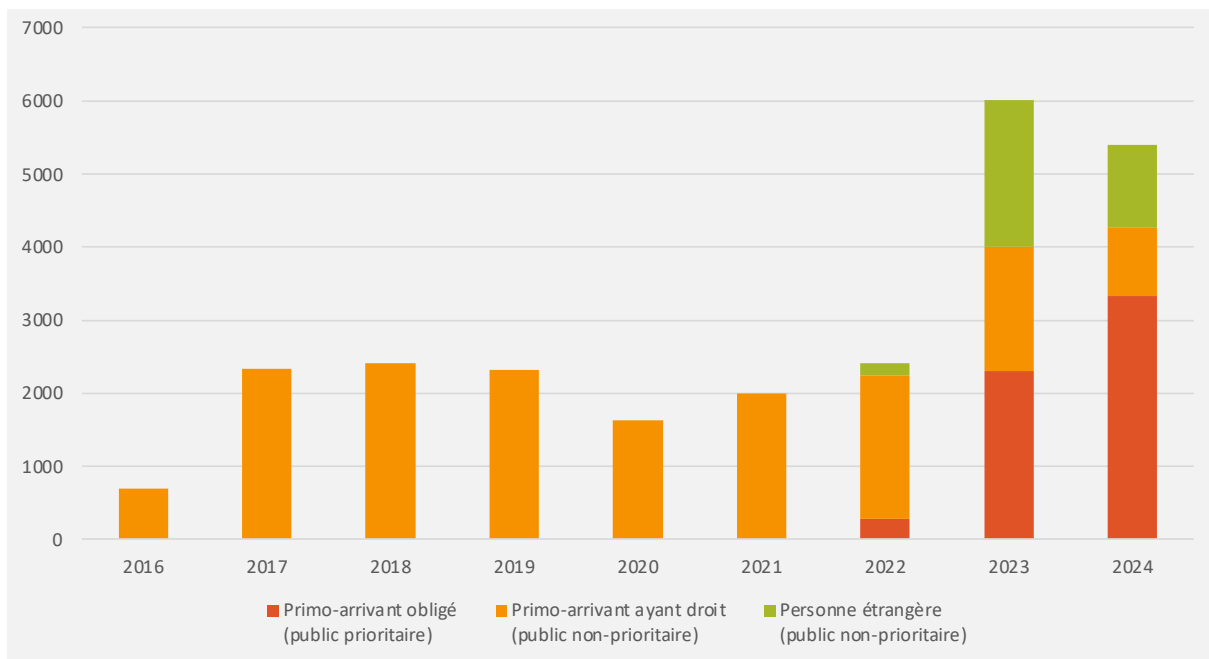


obligation de suivre le Parcours d'accueil et l'élargissement du public s'inscrivent dans le durcissement des politiques fédérales relatives à la gestion de l'immigration amorcé au tournant des années 2010. L'intégration est progressivement devenue une condition pour l'accès tant au séjour qu'à la nationalité, alignant les politiques d'intégration des entités fédérées sur les nouvelles logiques fédérales.

En Région de Bruxelles-Capitale (RBC), l'entrée en vigueur de l'obligation est néanmoins tardive au regard des deux autres Régions (2004 en Flandre, 2016 en Wallonie). Ceci s'explique par deux facteurs.

D'abord, la relative résistance des forces politiques francophones en place. A la différence de la Flandre, les partis francophones – à l'exception du MR dans l'opposition (2004-2024) – s'y sont longtemps opposés. Cette réticence a évolué après la réforme du Code de la nationalité en 2012 et la « crise migratoire » en 2015 liée au conflit syrien, révélant davantage les besoins sociaux des personnes primo-arrivantes. Un consensus politique s'est alors progressivement développé, peu importe l'ambition tapie derrière : contraindre à l'intégration pour les partis les plus conservateurs, répondre à l'inaccessibilité liée à la non- ou méconnaissance du dispositif pour les partis plus progressistes. Avant l'obligation, le dispositif manquait en effet de lisibilité, tant pour les bénéficiaires que pour la société d'accueil

**Figure 1 : Evolution annuelle des admissions
(hors liste d'attente/en cours d'inscription).**



Source : APA (2025)

(agents d'orientation vers le dispositif), en particulier en dehors des communes d'implantation des Bapas.

Ensuite, la complexité institutionnelle de la RBC. L'intégration étant une politique communautaire, les entités compétentes sont, dans la capitale, à la fois la Commission communautaire française (Cocof), la Communauté flamande (VG) — relayée par la Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC) —, et enfin la Commission communautaire commune (Cocom) — seule entité pouvant intervenir directement et simultanément sur les droits et obligations des personnes des deux communautés, et compétente des institutions bilingues relatives à ces matières dites « personnalisables ». Ainsi, le pouvoir législatif de l'obligation appartenait à une entité bicommunautaire (Cocom) dépendante d'une double offre mono-communautaire préexistante : d'un côté, l'Inburgering de BON (VGC), actif depuis 2004 et sous la tutelle d'une agence du gouvernement flamand (VG) depuis 2015 ; et de l'autre, le Parcours d'accueil pour Primo-arrivants des Bapas (Cocof), actif depuis 2016. Enfin, si la mise en œuvre de l'ordonnance de la Cocom (mai 2017) nécessitait dès lors un Accord de coopération entre les entités communautaires (décembre 2018), elle a également été ralentie par la crise sanitaire (2020-2021).

L'élargissement du public, quant à lui, répond aux évolutions du Code de la nationalité. Depuis 2012, l'accès à la nationalité est conditionné à une « intégration sociale », et depuis 2018, le parcours d'accueil — incluant le suivi de cours de citoyenneté et de langue — en devient plus directement une preuve. Faute

d'accès au parcours francophone — devenu bilingue en 2024 (Cocom), les personnes étrangères résidant en RBC, depuis plus de trois ans, auraient ainsi été discriminées dans la demande de nationalité.

Des recours « volontaires » aux recours « contraints »

L'obligation de suivi donne à penser que le Parcours d'accueil est passé d'une période où les bénéficiaires recouraient volontairement au dispositif à celle marquée par le « recours contraint »² après 2022. La réalité est toutefois moins linéaire.

Conçu comme un dispositif d'accompagnement des personnes primo-arrivantes dans leur installation à Bruxelles (décret Cocof, 2013), force est de constater que, pour beaucoup de bénéficiaires, le fait d'y recourir était avant tout motivé par l'accès à un droit, qu'il s'agisse du maintien du Revenu d'intégration sociale dans le cadre du PIIS (Projet individualisé d'intégration sociale) des CPAS ou du renouvellement d'un titre de séjour auprès des communes. Ainsi, avant l'obligation, les bénéficiaires y recouraient autant pour répondre à des besoins sociaux que pour satisfaire à la contrainte d'institutions prescriptrices. De plus, l'obligation a pu aussi éclipser le recours des « personnes étrangères », révélant lui aussi son instrumentalisation par un autre dispositif — l'acquisition de la nationalité.

Si l'obligation de suivi a eu le mérite de visibiliser une obligation « cachée », des recours contraints par d'autres dispositifs, cette

double réforme législative a également eu pour conséquence de diminuer la motivation intrinsèque à suivre le Parcours d'accueil.

**L'impact sur les Bapas :
saturation et diversification des publics**

L'obligation de suivi et l'élargissement du public ont eu deux effets directs sur les Bapas : une intensification des flux et une diversification des publics.

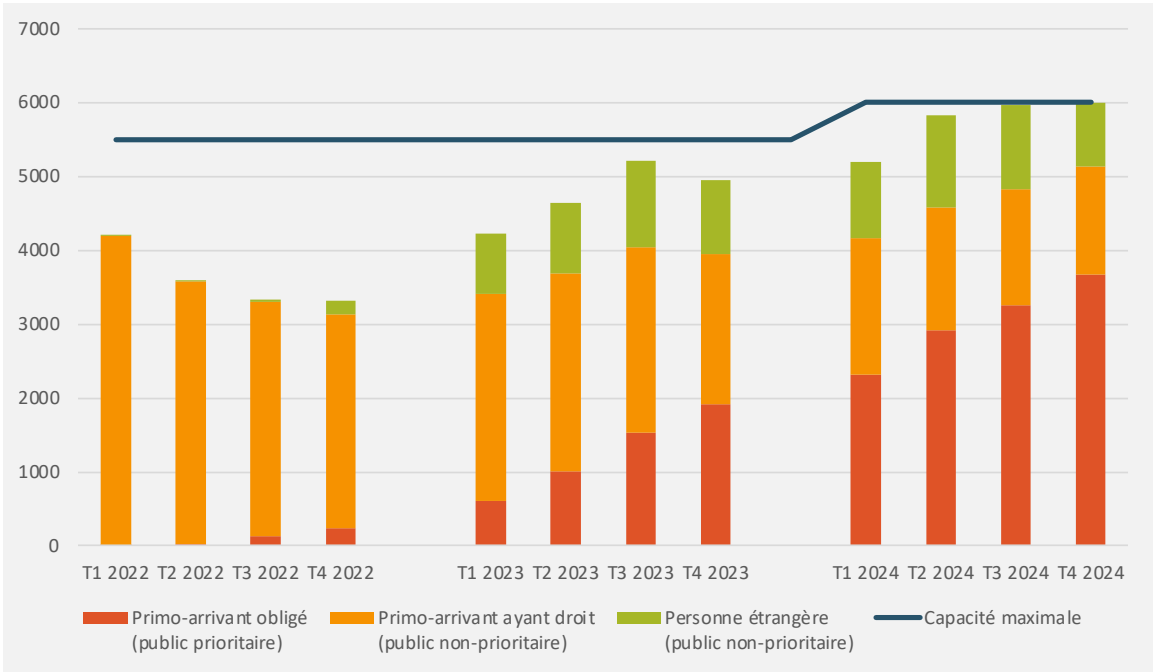
Les inscriptions ont triplé entre 2022 et 2023, passant de 500 à 1.500 admissions par trimestre (figure 1), entraînant une saturation du dispositif, d'abord localisée à certains Bapas fin 2023 et puis généralisée (6.000 dossiers actifs) à l'été 2024 (figure 2). Bien qu'en 2024 ce flux trimestriel semble s'être «stabilisé» autour des 1.000 admissions, ceci est sans compter le public non-prioritaire – les personnes primo-arrivantes ayant droit (arrivées avant ou exemptées de l'obligation) et les personnes étrangères – mises sur liste d'attente depuis janvier 2024. En définitive, les Bapas ont admis 11.400 bénéficiaires sur

les deux dernières années (2023-2024), soit autant que sur les cinq premières années effectives de la politique d'accueil (2016-2021).

Bien que l'obligation ait augmenté de 80 % le recours des primo-arrivant-es, ce n'est pas ce seul public qui a saturé le dispositif. Les primo-arrivant-es obligé-es, considéré-es comme prioritaires, ne représentent que 50 % des admissions en 2023 et 2024. Cette saturation s'explique aussi bien par l'inertie du statut de primo-arrivants ayant droit (transition législative) que, et surtout, par l'afflux massif des personnes étrangères cherchant à satisfaire aux nouvelles exigences de la nationalité.

Ces réformes ont également diversifié les profils administratifs et sociaux des bénéficiaires. Comme mentionné précédemment, trois catégories coexistent actuellement : les primo-arrivant-es obligé-es, les primo-arrivant-es ayant droit, et les personnes étrangères. Chacune d'entre elles a des raisons et des temporalités différentes de recourir au Parcours d'accueil, déterminant *de facto* leurs besoins, attentes et implications. Mais, dans tous les cas, les réformes ont conduit à une hausse des

**Figure 2 : Evolution trimestrielle du stock moyen
de dossiers actifs (charge de travail).**



Source : APA (2025)

*Au 1^{er} janvier 2025, 826 bénéficiaires
non-prioritaires figuraient
en liste d'attente chez les Bapas,
soit un taux de surpopulation du
dispositif atteignant 114 %, signifiant
que 14 % de la demande du public
non-prioritaire est insatisfaite,
faute de places.*

recours motivés par l'obtention d'une attestation, et des suivis marqués par le stress des délais et des sanctions.

Sur le plan sociologique, outre l'apparition et la consolidation de certaines nationalités (notamment, japonaise, brésilienne, albanaise), la double réforme a augmenté la part des personnes maîtrisant le niveau requis de français (A2), souvent originaires de pays ayant un lien postcolonial avec cette langue (notamment, Maroc, Tunisie, Congo). Dans le même temps, si l'obligation a amené un public plus diplômé (37 % du public prioritaire est diplômé du supérieur), elle a aussi conduit à l'augmentation des personnes sans revenus (49 % du public prioritaire, contre 37 % avant l'obligation)³ et des détenteur-trices de « carte orange » (13 % du public prioritaire, contre 6 % avant)⁴, dont les conditions de vie et de séjour précaires rendent le suivi du parcours difficile. On notera encore une augmentation significative des hommes arrivés par regroupement familial (23 % du public prioritaire, contre 12 % avant).

L'impact sur le dispositif : une perte d'efficacité et d'efficacité ?

Les entretiens avec les bénéficiaires et les travailleur-euses des Bapas ont montré en quoi cette saturation et cette diversification des publics ont eu des répercussions sur l'efficacité et l'efficacité du dispositif des bureaux d'accueil en 2023 et 2024. Trois constats peuvent être pointés.

Premièrement, un déficit d'accessibilité qui se manifeste différemment selon le type de public. D'un côté, on observe

des difficultés à suivre le Parcours plus marquées pour le public prioritaire, liées en particulier aux obligations professionnelles et/ou familiales, s'entremêlant parfois à des problèmes de santé, et que le dispositif de suspension du parcours ne résout pas totalement⁵. Ceci donne à penser qu'il existe une transposition de certains

facteurs de non-recours à l'offre avant l'obligation en difficultés de suivi en régime d'obligation. De l'autre côté, il existe actuellement une exclusion – temporaire, du moins – du public non-prioritaire. Au 1^{er} janvier 2025, 826 bénéficiaires non-prioritaires figuraient en liste d'attente, soit un taux de surpopulation du dispositif atteignant 114 %, signifiant que 14 % de la demande du public non-prioritaire est insatisfaite, faute de places. Par ailleurs, certaines personnes de ce public dit « non-prioritaire » présente des besoins sociaux et administratifs plus urgents que certains profils du public prioritaire.

Deuxièmement, on constate un déficit de proximité avec les bénéficiaires, du fait d'un temps effectivement consacré à l'accompagnement social qui s'amenuise en même temps que la charge des travailleur-ses sociales s'accroît. Cette surcharge de travail s'explique non seulement par l'explosion des inscriptions (modules d'accueil) et des dossiers à charge (148 dossiers actifs par équivalent temps plein, début 2024), mais aussi par l'inflation administrative que les recours contraints tendent à renforcer (vérification des conditions d'exemption de l'obligation et d'accès à la nationalité, multiplicité des attestations, gestion des suspensions, échanges avec les communes, etc.). Cette perte de proximité entraîne *in fine* une perte de sens chez les professionnel-le-s et une méconnaissance de l'offre chez les bénéficiaires.

L'obligation dans un contexte d'élargissement du public du parcours d'accueil.

Analyse d'une transition

www.cbai.be



Rapport 2024



Synthèse du Rapport 2024

Troisièmement, on observe un déficit d'image, dans la mesure où cette saturation, ces problèmes d'accessibilité, cette plus faible proximité avec les professionnel·les, et surtout le renforcement du caractère contraignant des recours (peur des délais et des sanctions), donnent à voir un Parcours d'accueil qui est de plus en plus perçu – autant par les bénéficiaires que par les professionnel·les – comme une formalité administrative dans les « carrières d'installation »⁶ des personnes étrangères. Cette nouvelle image peut contraster avec les objectifs initiaux du dispositif, à savoir l'accompagnement individualisé, l'autonomisation, et la participation sociale, culturelle et économique à la société.

L'Arizona : quelles perspectives pour les Bapas ?

Les effets des réformes de 2022 ont mis en lumière l'interdépendance entre les politiques fédérales d'accès au séjour et à la nationalité et les politiques d'intégration des entités fédérées. Sans un soutien logistique et financier adéquat, l'efficacité des dispositifs d'intégration risque d'être compromise. A cet égard, le chapitre « Asile et Migration » de l'Accord de gouvernement fédéral 2025-2029 soulève des interrogations quant à l'avenir du Parcours d'accueil, *a fortiori* dans la situation actuelle des Bapas.

A court terme, l'annonce de l'augmentation des frais de procédure (de 200 € à 1.000€) et du relèvement du niveau de langue requis (de A2 à B1) pour l'acquisition de la nationalité risque d'accroître le recours des personnes étrangères, intensifiant davantage la tension à l'accès des Bapas.

A moyen terme, si l'intention est d'adapter les dispositifs d'intégration des entités fédérées aux nouvelles exigences fédérales, cela nécessitera une réorganisation et un

refinancement du Parcours d'accueil. En effet, bien que la coalition Arizona vise à restreindre l'accès au territoire, ce qui pourrait réduire le flux entrant de personnes primo-arrivantes, les évolutions envisagées – qu'il s'agisse du renforcement des exigences pour la nationalité (tests de citoyenneté, niveau de langue B1) ou de limitation des droits sociaux pour les personnes primo-arrivant·es – auront plutôt tendance à allonger la durée du parcours des bénéficiaires. Ceci ne résoudra donc pas dans l'immédiat le déséquilibre actuel des flux entrants et sortants du dispositif, et donc la saturation du dispositif. ■

[1] L'étranger majeur, de moins de 65 ans, qui séjourne légalement en Belgique depuis moins de trois ans et qui est inscrit pour la première fois avec un titre de séjour de plus de trois mois au registre des étrangers d'une commune bilingue de la RBC (Ordonnance, Cocom, 20 juillet 2023).

[2] Nous utilisons ici le terme « recours » dans le sens de recourir ou de s'adresser à une offre publique.

[3] Ce chiffre doit aussi être mis en parallèle avec l'augmentation des motifs de séjour dans le cadre d'un regroupement familial – devenu la principale voie d'accès au séjour en Belgique – et qui ne donne pas droit au Revenu d'intégration social, à la différence notamment du statut des réfugié·es.

[4] Cette hausse résulte d'un vide législatif concernant l'obligation de ce public, en raison de l'absence d'un motif clair et unique justifiant leur titre de séjour.

Cela entraîne une disparité de traitement entre les communes dans leur identification : certaines les considèrent systématiquement comme « obligé·es » ou le font après vérification du motif de séjour, tandis que d'autres ne les détectent pas du tout. Notons encore que l'obligation de ce public peut questionner au regard du décalage entre la durée de leur titre de séjour (3 à 9 mois) et le délai d'inscription (6 mois) et de suivi du Parcours (18 mois).

[5] Sur les difficultés et les réponses insuffisantes, lisez le chapitre 2, partie 1.1 (pp. 53-65) du Rapport 2024. https://www.cbai.be/rapa24_cbai_030324/

[6] Les sociologues belges, Marco Martiniello et Andrea Rea (2011), ont démontré l'intérêt particulier de ce concept pour étudier les phénomènes sociaux liés à la migration et à l'installation des personnes migrantes dans un nouveau pays. Ils parlent de « carrière migratoire ». Dans les travaux du CBAl, nous parlerons le plus souvent de « carrière d'installation » puisque c'est avant tout cette partie du parcours migratoire que nous étudions en lien avec le Parcours d'accueil.

Julie BERTONE, Marion BERZIN, Ian KOMAC, Linde MORIAU & Fatima ZIBOUH

Du Petit Manchester à MB2030

*Molenbeek for Brussels (MB2030) a déposé sa candidature
comme Capitale européenne de la culture en 2030.
Focus sur un projet de résilience urbaine et de transformation culturelle
où MB2030 positionne Molenbeek comme un laboratoire européen
d'innovation culturelle et sociale.*

© Veerle Vercauteren





Dans son dossier de candidature *Sadaka, be generous*, Molenbeek propose de remettre au cœur de son projet de société les notions de solidarité, de résilience, de générosité et de justice sociale, en réponse aux défis complexes d'un monde globalisé.

« Bruxelles, à l'instar d'autres grandes métropoles mondiales, est à la fois un moteur de la globalisation et un lieu où ses effets les plus aigus se manifestent. Les espaces urbains sont un terrain d'inégalités croissantes et de fractures sociales de plus en plus marquées. Les inégalités économiques se creusent entre les quartiers, la polarisation des populations se renforce. Dans ce contexte, l'urbanisation inégale exacerbe les défis liés à l'accès au logement, aux services publics, et à l'insertion professionnelle, soulignant l'existence de formes de précarisation. Molenbeek-Saint-Jean, quartier emblématique de cette Bruxelles traversée par des fractures socio-spatiales, en est un exemple frappant, portant en lui l'histoire d'une transformation radicale, du village rural à l'avant-garde industrielle. » C'est en ces termes que Marion Berzin, géographe sociale à la Brussels Academy, décrit Molenbeek, avant de rappeler les grandes étapes de son évolution.

Molenbeek-Saint-Jean, c'est l'histoire d'un village de maraîchers et de paysans, transformé en un centre pionnier de l'industrie européenne dès le XVIII^e siècle. Ce faubourg de la capitale fut un pôle industriel majeur, au point d'être surnommé « Le petit Manchester » ou le « Manchester belge » en son temps. La Zone du Canal, qui traverse Bruxelles, fut le berceau d'industries florissantes : brasseries, fonderies, productions d'acier, et constructions ferroviaires. Loin d'être une simple zone de travail, elle pulse au rythme des machines et des hommes, une âme ouvrière en constante ébullition. En 1960, Bruxelles est la plus grande agglomération industrielle du pays, et Molenbeek en est le cœur. Cette prospérité s'effondre avec la désindustrialisation

des années 1970. Les usines ferment, les familles se retrouvent sans revenu de travail, et les perspectives d'ascension sociale se raréfient. Trente ans après le début de cette désindustrialisation, le taux de chômage à Molenbeek reste élevé : 21,7 % de la population active en 2021. Un taux de chômage encore plus important parmi les jeunes (33,4 % en 2021), qui peinent à trouver leur place dans un marché du travail.

Le paysage urbain contemporain reste marqué par cette histoire, certaines anciennes industries sont aujourd'hui utilisées par les associations et industries créatives et culturelles, posant ainsi de nouvelles opportunités et des défis pour ces anciens quartiers industriels.

Carrefour migratoire

Molenbeek, c'est aussi donc l'histoire d'une ville ouvrière. Autour des usines, des logements modestes se lèvent pour abriter une main d'œuvre venue de Flandre, de Wallonie, mais aussi de plus loin : du Nord et du Sud de la Méditerranée, dans le sillage des accords de migration que la Belgique a signés. Marocains, Italiens, Turcs, Roumains, Guinéens, Syriens, Belges de toutes origines, tous se croisent ici, travaillent ensemble, militent ensemble, et reconstruisent ensemble l'Europe d'après-guerre. Molenbeek devient ainsi une terre d'immigration, un carrefour de cultures, où l'identité collective se forge au gré de la solidarité et des luttes sociales communes. Aujourd'hui, Molenbeek demeure toujours un des premiers quartiers d'accueil et de rencontres des nouvelles vagues de migration venues entre autres de Roumanie, de Pologne, de Syrie notamment.

Cet héritage et ces dynamiques migratoires perdurent. Aujourd'hui, 29,1 % de la population de Molenbeek ne sont pas belges, dont 13,5 % proviennent de l'Europe des 27. Cette diversité fait la richesse du quartier, un tissage de cultures et de langues. Le multilinguisme n'est pas une exception, mais une norme urbaine qui ne trouve pas d'écho dans l'organisation communautaire des institutions belges et bruxelloises. Molenbeek est une terre de mélanges. Cette superdiversité s'inscrit dans les rues, les commerces, les cours



Les 6 photos © Aurélien Goubau

d'école, les associations, mais aussi dans des projets artistiques comme Brass'art, un café et lieu d'occupation artistique temporaire lancé par le comédien Mohammed Ouachen. Entre 2017 et 2019, Brass'art est devenu un lieu de création collective, un espace où l'art, la musique, la poésie et le partage culturel se mêlaient.

Stérotypes et stigmatisations

Si le quartier a été laissé à l'abandon par une industrialisation qui a disparu, il est également devenu le spectacle d'une autre forme d'abandon, celui de la société et des institutions, dans une époque où les fantasmes liés à l'immigration, à la violence et à la radicalisation trouvent leur terreau. Le Canal, jadis symbole de progrès, fut longtemps une frontière invisible, une ligne de séparation entre deux mondes. Ce côté du Canal qui symbolise à la fois l'autre côté de Bruxelles, celui des quartiers populaires et celui de l'exclusion, sert de toile de fond à des projections négatives sur la ville et ses habitants. Cette stigmatisation a trouvé son paroxysme après les attentats de Paris et de Bruxelles en 2015 et 2016, où Molenbeek a été accusé d'être le berceau du terrorisme, réduisant la richesse humaine et culturelle du quartier à une simple menace. Comme le sociologue A. Touzri (2016) l'a souligné, cette vision réductrice ne fait qu'occuper l'espace médiatique en oubliant les lieux de rencontre et de dialogue qui existent dans ce quartier.

La candidature de Molenbeek à une reconnaissance européenne et mondiale est un kairós, un moment propice à saisir, une opportunité de réinventer l'image de ce quartier, de le représenter autrement. Plutôt que de se laisser enfermer dans des stéréotypes réducteurs, Molenbeek peut devenir un laboratoire vivant de diversité, d'égalité et d'innovation économique et sociale. À travers cette candidature, il s'agit de

faire émerger une nouvelle vision de Molenbeek : celle d'un quartier vivant, créatif, multiculturel, où la diversité est une force et non une difficulté. C'est dans cette dynamique d'ouverture, de transformation et de création collective et qui bénéficient à l'ensemble des Molenbeekois que réside l'avenir de Molenbeek, de l'ensemble de la Région bruxelloise et ses 19 communes qui soutiennent la candidature.

Les chantiers prioritaires

Dans un contexte de transitions multiples – économiques, sociétales et climatiques – le projet MB2030 ambitionne de fédérer les forces vives locales, européennes et internationales autour de quatre chantiers prioritaires.

1. Égalité et justice sociale : Transformer les espaces publics en lieux inclusifs où les diversités coexistent harmonieusement.
2. Superdiversité et multilinguisme : Valoriser la richesse culturelle et linguistique comme un moteur de créativité et de dialogue interculturel.
3. Retour de la nature en ville : Réintroduire la nature comme élément clé d'un urbanisme durable et participatif.
4. Espaces sûrs, libres et courageux : Promouvoir des lieux où chacun peut s'exprimer librement et participer pleinement à la vie collective.

Sadaka !

Dans le cadre de MB2030, Sadaka, qui tire son origine de l'hébreu *tsedaka* qui veut dire justice sociale, signifie aussi don en arabe. On retrouve également ce concept dans d'autres langues comme le swahili, le turc, l'urdu, le somali ou l'hausa. Dans tous les cas, il ne se



limite pas à un acte individuel de générosité, ni de charité puisqu'il y est présenté comme un outil capacitant et systémique. Il s'agit de co-construire des solutions avec les communautés locales et de s'inspirer de pratiques culturelles ancestrales pour relever les défis contemporains.

À travers des initiatives et propositions concrètes, telles que la création d'une *House of European Sadaka*, MB2030 incarne une solidarité à la fois locale et transnationale. Ce projet phare vise à ouvrir un espace physique et symbolique dédié à une culture de solidarité en Europe. Il s'agirait de fonder un lieu de co-création, impliquant artistes, activistes, citoyens de divers horizons pour imaginer ensemble un avenir européen plus inclusif et généreux.

Le programme de MB2030 s'appuie sur une série de projets phares (Mills), comme celui-là, des initiatives de proximité (Brooks) et des expériences exploratoires (Valleys), tous conçus pour renforcer la résilience et l'inclusion.

Modèle pour l'Europe des villes post-industrielles

Le projet de Molenbeek s'inscrit dans une dynamique européenne, en établissant des ponts avec d'autres villes partageant des réalités similaires. Cet engagement est assez explicite et des collaborations sont prévues entre plusieurs communes bruxelloises, Rotterdam, Marseille ou encore Berlin, pour mutualiser les expériences et proposer un modèle exportable à d'autres contextes urbains. Ces synergies visent à promouvoir des politiques urbaines basées sur la solidarité, le partage des savoirs et une gestion inclusive des espaces publics.

Mobilisation intersectorielle pour un impact systémique

Le succès de MB2030 repose sur une approche interdisciplinaire et participative. Des artistes, des jeunes, beaucoup de jeunes, très motivés et engagés, des citoyens et des chercheurs qui travaillent de concert pour concevoir des réponses aux crises sociales et écologiques. L'engagement des universités, la VUB et l'ULB, apporte une rigueur scientifique et un cadre humaniste aux projets. Julie Bertone, agent de développement de l'éducation à la VUB : « Plusieurs valeurs nous tiennent à cœur à l'université – la liberté d'enseigner, la liberté de penser, d'apprendre, un engagement à travailler sur base de données probantes. C'est notre responsabilité d'actualiser ces valeurs, pour répondre aux défis du futur, de les rendre plus immédiates : diversité, inclusion, justice sociale. Ce cadre renforce la légitimité et la pérennité des actions de MB2030 ».

Dépasser la liste des bonnes intentions

Malgré les synergies évidentes entre le sadaka, l'humanisme et les pratiques pédagogiques engagées, plusieurs défis subsistent.

D'autres villes qui ont porté le titre de Capitale européenne de la Culture ont mis en avant dans leurs programmes la diversité culturelle, comme Marseille en 2013, Lille en 2004, Bruxelles en 2000, Rijeka en 2020, ou encore Valence en 2022. Les dossiers de candidature reflètent souvent des thèmes de diversité, d'inclusivité et sont généralement conçus pour mettre en avant les spécificités culturelles et artistiques de la ville candidate tout en soulignant son engagement envers l'interculturalité. Pourtant, il est notable que la représentation de concepts issus de cultures



Pratique de la démocratie
au Parlement bruxellois.

© Veerle Vercauteren

diverses reste généralement limitée à l'inclusion d'évènements ou de collaborations qui illustrent la richesse de la diversité culturelle des villes. Il est plus rare de lire des dossiers qui mettent structurellement en avant des concepts empruntés à d'autres cultures et encore moins qu'ils puissent pourvoir à devenir la colonne vertébrale même du projet.

Cette hésitation peut être attribuée à plusieurs facteurs. Les stéréotypes négatifs et les préjugés peuvent limiter la visibilité et l'appréciation des contributions culturelles diverses en Europe. Certaines postures et forces politiques traduisent, soit implicitement, soit parfois très explicitement, la crainte que l'adoption de concepts extra-européens ne dilue les idéaux de la société européenne en les associant à des contextes culturels « exotiques ». Il est fascinant de constater qu'en Europe, il est beaucoup plus facile d'adopter des mots comme « startup » ou « selfie » que d'accueillir « sadaka ». Par ailleurs, le manque de formation sur l'action interculturelle limite la capacité des institutions à comprendre les parallèles et ponts possibles entre les communautés en présence.

La collaboration intersectorielle et interculturelle rendue possible par le biais de projets « ubiquistes » université-société comme la préparation de la Candidature de Molenbeek Capitale européenne de la Culture contribue à favoriser l'émergence de récits urbains qui ne se sentent pas menacés par la présence d'emprunts multiculturels, mais qui permettent à tous les citoyens et citoyennes de s'y inscrire et d'y retrouver des éléments d'appartenance. Le dossier soutient ainsi un programme qui se laisse inspirer par de nombreuses influences présentes à Bruxelles et témoigne

d'une coopération interculturelle constructive très aboutie en comparaison avec d'autres dossiers. La Sadaka, ainsi que le service à la société inspiré par des valeurs humanistes offrent des perspectives complémentaires et essentielles pour bâtir une société plus harmonieuse et cohésive, dans une approche universaliste.

Un héritage pour les générations futures

La candidature MB2030 ne s'arrête pas à l'année 2030. Il vise à poser les bases d'une transformation durable pour Bruxelles et au-delà. Il ambitionne également de déployer une politique culturelle solide et engageante depuis Molenbeek, mais qui servira à toute la Région en renforçant agilement les capacités et compétences les jeunes, des artistes et des acteurs de la culture de demain. La création d'une Maison européenne de la Sadaka servira de prototype pour d'autres villes, tandis que des festivals, parades et initiatives de résilience continueront d'alimenter le dialogue européen.

Fatima Zibouh, docteure en sciences politiques et sociales, et Jan Goossens, ancien directeur artistique du KVS, tous deux co-chargés de mission pour cette candidature forment un tandem complémentaire, à l'image des diversités culturelles, sociales et linguistiques de Bruxelles et comptent bien tout donner pour gagner le titre. Et même s'ils ne l'obtiennent pas, ils auront transformé la carte de l'hospitalité internationale à Bruxelles, et continueront de le faire durablement. ▶

"Chaque trousses distribuée, est un geste politique"

DESSIN : NINON MATEAUD
TEXTE : NATHALIE CAPRIOLI



PAPIER TOILETTE (PRESQUE) PARTOUT,
PRODUITS MENSTRUELS NULLE PART !
QUI S'EN REND COMPTE ?
QUI S'EN INQUIÈTE ?

C'EST POUR RÉPONDRE AUX BESOINS ET SENSIBILISER SUR
CETTE QUESTION AUSSI TABOUE QUE POLITIQUE QU'EST
NÉE L'ASBL BRUZELLE.



INFO DESSINÉE

C'EST
P.LITIQUE

Sans
d'existence
3,5 Millions
de produits
Toute la
Belgique

EN 9 ANS, ELLE A DISTRIBUÉ 3,5 MILLIONS DE PRODUITS
MENSTRUELS À TRAVERS LA BELGIQUE.

LOIN DE RÉPONDRE À LA DEMANDE, SON BUT EST
DE MONTRER QU'IL EST POSSIBLE D'AGIR.
EN ATTENDANT QUE NOS ÉLUS ET ÉLUS
RÈGLENT LE PROBLÈME.

LA PIONNIÈRE DE BRUZELLE S'APPELLE
VERONICA MARTINEZ

BONJOUR, AURIEZ-VOUS
UN TAMPON ? S'il vous plaît

VERONICA :

JE NE CONNAISSAIS RIEN DE LA
PRÉCARITÉ MENSTRUELLE. C'EST
CETTE DAME SANS CHEZ SOI, QUI M'A MISE
FACE À CETTE RÉALITÉ
FAITE D'INÉGALITÉ DES CHANCES
ET QUI PEUT CONDUIRE À DES
CONSÉQUENCES POUR LA SANTÉ
MENTALE ET PHYSIQUE.
JE ME SUIS DIT QU'IL FALLAIT RÉAGIR.



INTERPELLÉE, VERONICA A COMMENCÉ PAR SE RENSEIGNER.



COMMENT??

2

ATELIER



DE TEMPS EN TEMPS, DES ASSOCIATIONS OPÉRAIENT DES ACTIONS ICI ET LÀ, MAIS AUCUNE RÉPONSE STRUCTURELLE N'EXISTAIT, NI DANS LA DISTRIBUTION NI DANS LA SENSIBILISATION.

BRUZELLE VOIT AINSI LE JOUR EN 2016, À L'ECHELLE NATIONALE.

VERONICA : ON N'ALLAIT PAS COMMENCER À RÉGIONALISER LA PRÉCARITÉ MENSTRUELLE.

1

COLLECTE



ATELIERS COUTURE SOLIDAIRE : DES BÉ TROUSSES EN COTON LE TEMPS D'UNE S WEMMEL, GENAPPE, NIVELLES... ET POUR DES JOURNÉES MARATHON → (RECORD : 4

ON FAIT UNE PIERRE DEUX COUPS. ON S'IMPLIQUE ET ON APPREND À COUDRE !

AU LIEU DE COUDRE SEULE CHEZ MOI.. ICI C'EST SYMPA ET CONVIVIAL.

C'EST UN PROJET SOLI

3 DISTRIBUTION

les BOÎTES DE COLLECTE : VOUS TRAVAILLEZ DANS UN MAGASIN UNE BIBLIOTHEQUE, UNE ASSOCIATION, UN CENTRE CULTUREL, UNE MAISON DE QUARTIER UNE MAISON MEDICALE, UN CENTRE SPORTIF, UNE ENTREPRISE, ETC.

VOUS POUVEZ APPELER BRUZELLE : 0478 81 54 24 POUR ETRE AJOUTÉ AUX 150 POINTS DE COLLECTE EN BELGIQUE, OÙ ON POURRA DÉPOSER LES SERVIETTES EMBALLÉES SÉPAREMENT.

CES POINTS DE COLLECTE SONT CARTOGRAPHIÉS :

→ BRUZELLE.BE/FR/POINTS-DE-COLLECTE/

UNE OU UN BÉNÉVOLE RAPATRIE ENSUITE LE CONTENU À BruZelle.



RS

4

SENSIBILISATION

SANTÉ

PRÉCARITÉ

RÈGLES

LE SERVICE NE SERAIT PAS COMPLET SANS LA SENSIBILISATION AUTOUR DE DEUX SUJETS SOLIDEMENT TABOUS : LA SANTÉ ET LES RÈGLES. DOUBLE PEINE POUR LES FEMMES EN SITUATION DE PRÉCARITÉ. *Maman's, Nobs, Saint-albaie, femmes migrantes étudiantes.*

POUR CHANGER LES MENTALITÉS, IL FAUT QU'UNE MAJORITÉ MARCHE DERRIÈRE UNE MÊME CAUSE. MAIS LE TABOU PERSISTERA TANT QU'IL SERA VÉHICULÉ PAR LA SOCIÉTÉ.

VERONICA : NOS SENSIBILISATIONS COMMENCENT DE LA 4^È PRIMAIRE JUSQU'AUX ADULTES PROVENANT DE TOUS MILIEUX, SPORTIFS, CULTURELS, FESTIFS,...

5

EXPERTISE

ON NE CHOISIT PAS D'AVOIR SES RÈGLES

BRUZELLE A DÉVELOPPÉ DES PROGRAMMES DE CONSEIL ET D'ACCOMPAGNEMENT À DESTINATION DES ACTEURS PUBLICS ET PRIVÉS. ELLE RÉPOND À LEURS DEMANDES À LA CARTE.

LE DÉCLIC N'EST PAS SORCIER : IL SUFFIRAIT DE COMMENCER PAR SUPPRIMER TOUTE TAXE SUR LES PRODUITS MENSTRUELS.

QUAND VERONICA A FONDÉ BRUZELLE EN 2016, LES PRODUITS MENSTRUELS ÉTAIENT TAXÉS À 21 %, COMME DES ARTICLES DE LUXE. À FORCE D'ACTIONS MILITANTES, LA TAXE EST TOMBÉE À 6 %.

ATTEINDRE LA GRATUITÉ EST UNE QUESTION DE COURAGE POLITIQUE FACE À UN CHOIX : ON DÉNOUE LES CORDONS DE LA BOURSE OU PAS.

PLUS D'AUTONOMIE

NÉVOLES S'INSCRIVENT POUR VENIR COUDRE DES OIRÉE. ÇA SE PASSE A BRUXELLES, LEUVEN, LIÈGE, R LES CHAMPIONNES DE L'AIGUILLE, IL Y A MEME 04 TROUSSES EN 6 H).

JE VIENS QUAND JE PEUX, DEPUIS 2 ANS. LA CAUSE, LE SENS DU PARTAGE ; ÇA A DU SENS.

DAIRE ET EN CE MOMENT J'AI DU TEMPS.

TROP CONTENTE DE METTRE MON HOBBY AU SERVICE DE LA SORORITÉ.

20 serviettes 1 LIVRET explicatif

25 BRUSSELS

TOUTE ASSOCIATION OU INSTITUTION PEUT DEMANDER UN STOCK DE TROUSSES À BRUZELLE. ELLE VIENDRA LES RETIRER À L'ASBL ET LES METTRA GRATUITEMENT À DISPOSITION DE SON PUBLIC.

BRUZELLE COLLABORE AINSI AVEC DES PARTENAIRES DE TERRAIN TELS QUE DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES ET PARASCOLAIRES, HAUTES ÉCOLES ET UNIVERSITÉS, DES CENTRES D'AIDE SOCIALE, DES CENTRES DE JOUR ET DE NUIT, DES REFUGES, DES BANQUES ALIMENTAIRES, DES MAISONS MATERNELLES, DES ÉPICERIES SOCIALES, AINSI QUE DES ONG QUI TRAVAILLENT À L'ACCUEIL DES PERSONNES REFUGIÉES ET DANS LES SQUATS.

ÉQUILIBRISTES de l'intime

Capter la parole reléguée et dépréciée d'un être qui vous est proche, l'écrire les cinq sens éveillés. Pour la rendre aussi porteuse de vérité que les livres d'histoire qui ont omis de la raconter. Cela, « la littérature peut le montrer mieux que ne le ferait le militantisme, parce que c'est à partir du sensible qu'elle atteint le politique »¹. Telle est l'aventure de « (Grands-) mères en lumière », conçue et coordonnée au sein de mon asbl ParagraFes et coproduite par l'Espace Magh.

Loreta se raconte

Gand, novembre 2014

*Dans mon appartement de verre au bord de la Lys,
j'écoute ma mère*



Dimanche, sept heures du matin, les enfants dorment. Le calme et la lueur de l'aube baignent la salle à manger. Je m'installe à la table, face à la baie vitrée. Je regarde ma mère déjà assise, le dos droit, les épaules décollées du dossier de la chaise. Mon i-pad est posé devant elle. J'actionne l'enregistreur vocal : « Maman, qu'aurais-tu envie de me raconter sur ta vie ? ». J'ai choisi une question ouverte pour démarrer nos entretiens. J'ai bien fait. Ma mère, avec un recul que je ne soupçonnais pas, invite le passé en commençant par la petite enfance. Alertes et concentrées, elle déploie les épisodes marquants de sa vie comme on défait ses bagages. Je l'écoute avec une tendresse qui me surprend, à la recherche avouée d'une part de moi-même. Le contrat est clair : elle peut tout dire et je peux l'interrompre si les émotions prennent le dessus. Je ne le ferai pas mais quand les larmes montent, je m'agrippe à mon journal de bord et je note les mots qu'elle prononce avec une précaution inhabituelle. « Peut-être que j'ai trop partagé mes souffrances avec toi. Parce que je me sentais seule en Belgique. Tu m'as fait grandir. Peut-être que j'ai volé ton enfance... un peu ».

Le rythme des mots s'accélère. Elle trébuche, se relève. Elle dit comme elle est, pétrie de force et en constante attente de rassurance. Elle répète, elle hésite, elle recolle les morceaux à l'envers. C'est irritant. Ou drôle, selon l'humeur. Elle le fait en français, elle y tient. Elle qui exhale l'Italie du village des Abruzzes de ses origines à chacune de ses respirations.



3 minutes, 3 questions

Visionnez la courte vidéo avec Manuela Varrasso qui présente ParagraFes et raconte l'aventure humaine de l'ouvrage collectif « (Grands-) mères en lumière ».

Mon projet est encore flou. M'écrire ? L'écrire ? Je ne sais pas. Quand je transcris les vingt pages de nos trois entretiens, je comprends à quel point mes choix sont inscrits dans les siens, dans son histoire de femme, dans sa migration². Je découpe en séquences sa vie et la mienne et place les morceaux en parallèle. « Bouger, tu voulais toujours bouger. Tu ne tenais pas en place. » C'est vrai, j'ai fait dix fois le tour de la terre en missions humanitaires. Elle, elle a quitté son village natal et les siens parce qu'elle a refusé le rite du drap nuptial. « Et s'il n'était pas taché de sang, qu'est-ce qu'ils allaient dire au village... ? » Elle était une adolescente vive, grimpait aux arbres et craignait d'avoir rompu son hymen dans les branches. Elle s'est mariée à midi et a sauté dans un train vers l'Allemagne, avec Luciano, mon père, à 20 h. Partie sans une larme, heureuse de laisser derrière elle le poids des traditions. C'est après l'Allemagne et la Suisse, en arrivant à Charleroi en Belgique, puis à Seraing, que la nostalgie la prend à la gorge. Elle ne la quittera jamais et me la transmettra.

Notre histoire dans nos lignées féminines

Bruxelles, novembre 2024

*Debout sur la scène de l'Espace Magh, je scrute 600 visages
venus écouter «(Grands-) mères en lumière »³*

Dix-ans après avoir recueilli le récit de vie de ma mère, j'ai réuni huit jeunes femmes afro-descendantes et maghrébines, tisseuses d'égalité de genre, d'origine et de classe à Bruxelles. Elles s'apprêtent à transmettre les histoires de vie de leurs aînées qu'elles ont écrites sous ma houlette. Postées derrière le rideau de velours rouge, fières et tremblantes, elles épient la salle en surchauffe. Cet après-midi du 5 novembre 2024, ce sont près de 300 jeunes et femmes d'écoles et d'associations de la capitale qui sont venus écouter les tranches de vie de leurs héroïnes de l'ombre arrivées du Congo, de Guinée, du Maroc, du Rwanda et du Sénégal voici une ou deux générations. Ce soir,

Le 5 novembre 2024 à l'Espace Magh, les 8 co-autrices ont animé une lecture publique, en présence de leur mère.



© Alexia Dewale



© Lila Ratsimitraho

Dans le *safe space*, Aurélie Mulowa et les autres co-autrices échangent leurs premiers écrits.

plus un siège disponible, des dizaines d'appels pour des tickets supplémentaires ! C'est tout Bruxelles qui a besoin d'entendre ces histoires plurielles. Les huit héritières – chercheuses, entrepreneuses, artistes, journalistes et juristes – avancent une à une sous la lumière des projecteurs orangé et disent, l'émotion chevillée au corps, les parcours d'Hafida, Véronique, Fatiha, Khadidiatou, Julienne, Mukabaziga, Bénédicte et Béatrice. Porte-voix de ces femmes souvent méprisées, exotisées et invisibilisées par la sociologie de l'immigration, la littérature, les manuels scolaires et les médias, elles réparent, là, devant moi et le public porté par leurs voix, un oubli historique. Comme je l'ai fait avec ma mère, Loreta, dans « Le voyage d'Andrea ».

Les histoires s'enchainent, enveloppées d'images d'archives et de sons symboliques. La mise en scène est simple, épurée. Les autrices racontent l'exil, la solitude à l'arrivée en Belgique et la résilience. Elles évoquent le déclassement social et le désenchantement, pour offrir à leurs enfants un avenir brillant. Elles convoquent les morts et les deuils, le manque d'argent, les violences et l'insécurité. Mais aussi, les moments de joie, les rituels et les souvenirs de fêtes. Car les vies des familles immigrées ne se réduisent pas à des trajectoires tristes. Elles sont faites d'éclats de rire, du sens de la beauté, de sagesse, de dignité, d'humilité et d'amitiés inestimables dans le pays d'accueil.

Pourquoi l'écriture autobiographique et le récit de vie font tant de bien aux femmes et personnes issues des minorités ?



Théoriquement, on peut répartir les bienfaits de cette écriture en trois. Sur le plan intellectuel, elle aide à comprendre, à trouver une cohérence, à donner du sens aux événements. Sur le plan émotionnel, elle permet de s'alléger, de prendre du recul, de se libérer. Enfin, d'un point de vue historique, elle stimule la réappropriation du passé et la construction du futur, en laissant des traces. Pour les femmes, ou les personnes qui se sentent minorisées ou invisibilisées, ces bénéfices sont décuplés, car leurs histoires de vie ne sont pas assez racontées, elles doivent alors les écrire elles-mêmes. Et c'est puissant.

Pour organiser un atelier, co-construire un projet ou une formation pour vos publics, contactez
Manuela Varrasso, ParagraFes asbl : info@paragraFes.be - 0478/54.41.12 www.paragraFes.be.

Quand je les entends évoquer la force de la communauté, la spiritualité et la solidarité avec les proches laissés au pays, je réalise combien j'en ai manqué et pourquoi j'aime tant m'immerger dans d'autres communautés immigrées que la mienne. D'hommes et de romance, il est peu question dans les récits des huit (grands-) mères. Moi, j'en ai les oreilles usées des litanies proférées sur les hommes de ma lignée. Si cela me fait sourire aujourd'hui, je sais, pour en avoir exploré l'empreinte toxique, qu'elles ont laissé des traces.

Raconte-moi de quelles racines ont germé mes ailes

*De l'Institut Saint-Joseph à l'asbl Gaffi,
un devoir de transmission*

Après la lecture publique, j'enchaîne les animations dans les classes d'école secondaire technique avec Leila El Mahi, journaliste et poétesse. A l'Institut Notre-Dame de Lourdes, De Mot-Couvreur et Saint Joseph, ce sont plus de 60 filles et garçons à qui nous permettons, en trois sessions, d'explorer leurs héritages féminins. Avec un peu de pudeur et beaucoup de motivation, les élèves s'appliquent à récolter les bouts de vie de mamans et grands-mamans en majorité d'origine étrangère. « Parle-moi des raisons qui t'ont poussé à immigrer ? Pouvais-tu parler de tout avec ta famille ? Aimais-tu l'école ? Comment s'est

passé ton mariage, maman ? Raconte-moi comment c'était avant ma naissance ? Quelles sont les valeurs que tu aimerais partager ? ... » Les questions, qu'ils formulent avec notre aide, sont posées à la maison. Et c'est souvent la larme au coin de l'œil que leurs professeurs et nous-mêmes les écoutons lorsqu'ils nous livrent des extraits de ces précieux dialogues intergénérationnels. Pour certains, surtout des garçons, c'est la première fois qu'ils prenaient le temps de poser ces questions.

Je parcours Molenbeek, Saint-Josse et Bruxelles avec ma complice pour permettre à des femmes minorisées d'interroger leurs filiations. A la Maison des Femmes de Molenbeek, au Gaffi et à l'Espace Magh, c'est en *safe spaces* non mixtes que nous animons, pour créer les conditions optimales de confidentialité et de confiance. Je suis secouée par les récits de transhumance, de sauvetage en mer, de mères analphabètes laissées seules au bled, de fuite des traditions néfastes, dont l'excision. Je suis portée par la puissance incroyable des guerrières que je rencontre. La plupart n'ont jamais écrit. Les voilà autrices. Leur force et leur joie me contaminent.

Je réalise à quel point la finalité de ce devoir de transmission intime et politique que je me suis donné à travers ParagraFes est inestimable. En sortant de l'ombre les tranches de vie uniques de ces femmes invisibilisées, c'est la « grande » histoire du déracinement de toutes les autres que nous permettons de raconter.



Illustration de couverture : Assala Chouk



(GRANDS-) MÈRES EN LUMIÈRE

« Écrire ce récit a constitué une tâche difficile en tant que fille et jeune mère. À plusieurs reprises, j'ai voulu effacer de ma mémoire ce que j'avais entendu. Ce témoignage explique tant de choses et crée, paradoxalement, tout autant de questions qui demeureront sans réponse car les morts ne parlent pas. Maman m'a fait le cadeau de sa vérité dont la valeur est inestimable. Je sais à quel point cela la bouleverse d'avoir verbalisé son expérience migratoire. Pourtant, elle l'a fait. Comme on accomplit un devoir. J'ai eu le sentiment qu'elle vivait une libération, sa chance de « dénoncer ». Elle accuse la vie et ceux qui ont failli à leur devoir de protection. Je n'ai pas cherché à embellir, je n'ai pas cherché à alourdir. Ce qui est écrit est ce qu'elle m'a transmis. Je n'ai, à ce jour, qu'une certitude : l'histoire que ma mère m'a livrée et que je vous livre en partie est le reflet de l'histoire de notre pays, le Congo. »

Sarah Kawaya, co-autrice de l'ouvrage « (Grands-) mères en lumière », avec Juliette Berguet, Salwa Boujour, Mariam Diouldé Diallo, Marie-Paule Mugeni, Aurélie Mulowa, Raissa Yowali et Fatima Zibouh.

Une co-édition des Maelström Editions et de ParagraFes asbl, avec le soutien du Service Égalité des chances du SPF Justice. Disponible dans votre librairie préférée ou en ligne via <https://www.maelstromreevolution.org/catalogue/item/892-grands-meres-en-lumiere>.

La fabuleuse expérience de vivre l'histoire de l'autre

Foire du Livre, où sont les autrices de la diversité ?

Le 15 mars 2025, notre ouvrage collectif est présenté à la Foire du Livre. Une consécration ? Je me promène dans les allées et je ne retrouve pas les visages ni les accents mêlés que j'ai croisés depuis novembre. Leur voix et leur regard me manquent. J'anime notre présentation avec conviction et c'est un succès. Les passants, les bras chargés de sacs de livres, s'arrêtent pour nous écouter. Sur la scène des Savoirs, comme avant à la Librairie Brin d'acier, nous racontons les petites et les grandes choses de la vie que nos aînées désiraient raconter, sans les lester de nos postures féministes, antiracistes ou postcoloniales.

Depuis le début, j'étais claire : les écrits se détacheraient de la rhétorique militante et jailliraient du sensible. Il s'agirait de ralentir et de ressentir avant d'écrire et de dire. De comprendre comment les femmes ascendantes avaient éprouvé les épisodes de leur passé et quel sens elles leur donnaient. Armées de la formule de ralliement bien connue « l'intime est politique », je souhaitais que les autrices endossent, comme moi dix ans auparavant, la position peu familière d'équilibriste de l'intime.

La dynamique est amorcée et nous la continuons là où nous sommes invitées. Dans le secteur artistique, ce sera avec un atelier au Poetik Bazar en septembre 2025 (www.poetikbazar.be) et une soirée micro ouvert à la Maison Poème le 27 novembre (maisonpoeme.be). Dans la presse, les articles et les émissions radio et TV continuent de s'additionner à la quinzaine de publications déjà engrangées. Petit à petit, notre communauté s'élargit. Ce sont aujourd'hui 200 femmes qui ont participé à nos projets, ateliers et formations, en collaboration avec plus de 15 partenaires des secteurs culturels, de l'égalité des chances et de l'inclusion.



© Méline Djender

Je n'ai pas mesuré l'intérêt que susciterait « (Grands-)mères en lumière ». Aux femmes qui y ont collaboré et sont devenues mes complices, j'ai posé la question : pourquoi ce succès ? que révèle cet engouement ? Il y a bien sûr ce lien à nos mères et à nos grands-mères, de cœur et de sang, qui est universel et parle à chacun et chacune d'entre nous, de l'immigration ou pas. Mais il y a autre chose. Ces larmes de tristesse, de rage et d'impuissance à réparer l'injustice et la frustration qu'elles ont vécues, nous les avons partagées. Ces étreintes, de complicité et de sororité, ce plaisir à se retrouver et vivre l'histoire de l'autre, nous les avons amplifiés, avec générosité et authenticité. Et si les flammes brûlent au dedans, c'est de colère joyeuse. Car la recherche du « beau », dans les mots et dans les liens, n'a cessé de me guider. C'est ainsi que je résiste, et que j'invite, par ces temps sombres et brutaux, à continuer de témoigner et résister. ▮

[1] Leonora Miano, Écrits pour la parole, L'Arche, 2023.

[2] J'ai finalement écrit et publié mon récit autobiographique « Le voyage d'Andrea » aux éditions L'Harmattan (collection Encre de vie). Je l'ai construit autour des souvenirs de ma mère Loretta Caiano et m'adresse à ma fille à qui je transmets nos héritages. <https://urlr.me/sWynAK>.

Un autre livre sera écrit pour mon fils, autour des héritages de mon père, Luciano Varrasso.

[3] Conception et coordination du projet, formation des autrices au récit de vie, direction du livre : Manuela Varrasso.

Co-mise en scène de la lecture performée avec Julie Lombé et Malika El Barkani.

Contribution scientifique : Fatima Zibouh.

Appui et conseil à la mise en œuvre : Karima Amrous.

Relations presse : Wafaa Hammich.

Réseaux sociaux : Méline Djender et Lila Ratsinitraho.

Interdire, contredire

Ecrivain. « *Margherita : une enfance sicilienne* »,
éd. Cerisier, 2024.

Carmelo VIRONE

Il y a du mouvement dans l'image, même si elle semble figée, il y a du temps qui s'y est déposé par couches successives, tout un travail de traces, de gestes et de signes.

Manifestement, un chantier vient de s'achever sur la voirie. Les voitures auraient gêné ; des mesures s'imposaient : interdiction de stationner (panneau de signalisation E1) et même de s'arrêter (panneau E3). Ces panneaux ont effet sur la chaussée et sur l'accotement. A présent, les travaux sont terminés. Peut-être a-t-on ouvert un bout de voirie avant de le reboucher puis de recommencer un peu plus loin. Peut-être cent conducteurs ont-ils râlé en s'exclamant : c'est toujours pareil, il n'y a vraiment plus moyen de se garer dans le quartier !

Posés contre un mur, les panneaux ont perdu leur pouvoir d'injonction. E1 et E3 sont au rancart, incapables désormais de se faire obéir, un de leurs collègues a même le dos tourné et les automobilistes se moquent bien de ce que ces plénipotentiaires déchus s'évertuent à leur répéter.

S'ils sont privés de leur capacité à donner des ordres, ils ont gagné cependant en force plastique. On peut les voir enfin pour ce qu'ils sont, dans leur matérialité

sensible : des objets graphiques aux lignes pures, bien proportionnées. Des plus grands aux plus petits, les cercles se répondent en miroir. Des traits obliques d'un rouge sang s'élancent à la perpendiculaire l'un de l'autre. Ils brisent la sage succession des stries verticales de la pierre, ils contestent l'alignement monotone des briques dans la partie supérieure de l'image. Rythmiques.

L'angle droit formé par ces obliques se répète un peu plus haut dans un carré de peinture rouge entre les panneaux routiers. Ici, c'est un nouveau mouvement qui commence. On voit en effet que, sans y parvenir tout à fait, le carré s'efforce de couvrir la première lettre du mot ARAB. Un lecteur innocent aurait pu voir dans l'inscription initiale une invitation à prendre du plaisir et à en donner : après tout baiser, ce n'est pas si mal. Mais on sait que sa signification véritable est tout autre. Elle traduit une volonté de rejet chargée de mépris.

Fuck RAB ! D'un trait de peinture, une main a désamorcé la violence de l'invective, en la réduisant à l'insignifiance. D'un petit pavé lancé sur le mur, quelqu'un a marqué son désaccord avec ce qu'il lisait, exprimé son opposition au tagueur raciste et réussi à capter notre regard. Beau travail, camarade ! Continuons le combat.

FUCK
RAB!



Éditeur responsable : Alexandre Ansay

Responsable de rédaction : Nathalie Caprioli

Ont contribué à ce numéro : Alexandre Ansay, Yassin Bahri, Othmane Ben Hamiddou, Julie Bertone, Marion Berzin, Olivier Bonny, Massimo Bortolini, Simon Debersaques, Savannah Desmedt, Héléne Eggen, Kenan Görgün, Mejed Hamzaoui, Sébastien Hertsens, Adèle Jacot, Ian Komac, Christine Kulakowski, Ninon Mazeaud, Linde Moriau, Blanca Peres, Patrick Six, Manuela Varrasso, Carmelo Virone, Leo Wagemans, Fatima Zibouh.

Photo de couverture : © Kenan Görgün.

Comité éditorial : Ali Aouattah, François Braem, Laura Calabrese, Vincent de Coorebyter, Kolë Gjelošhaj, Kenan Görgün, Billy Kalonji, Altay Manço, Marco Martiniello, Anne Morelli, Andrea Rea.

Création graphique : Paul d'Artet

Mise en page : Pina Manzella

Impression : IPM

Les textes n'engagent que leurs auteurs. Les titres, intertitres et brefs résumés introductifs sont le plus souvent rédigés par la rédaction.



Avec l'aide de la Commission communautaire française, du Service d'éducation permanente, de la Fédération Wallonie-Bruxelles et d'Actiris.



imag est le bimestriel édité par
le **CBAI asbl** - Av. de Stalingrad, 24
1000 Bruxelles
tél. 02/289 70 50
imag@cbaib.be - www.cbaib.be



ABONNEZ-VOUS ! PRIX LIBRE

Payez en fonction de vos moyens
et soutenez le travail de l'équipe de rédaction.

Par numéro ou par an (5 n°)

Disponible en format papier et numérique.

Versez votre participation sur le compte

IBAN BE34 00107305 2190

Prix indicatif : 5 euros/numéro

En n'oubliant pas de préciser
vos **nom et adresse** en communication ainsi
que la mention **format papier ou numérique**.

